

# (fenêtres) sur · cours)

## Retraites

première  
le 1<sup>er</sup> février

### Annonay

un maître en plus  
c'est bien

### J.D. Vincent

le jeu de l'ennui et du  
désir à l'école

## L' A.I.S. EN QUESTIONS

un dossier sur l'aide spécialisée

ma

RETRAITE



SNU

l'Association Nationale des Universitaires

# (fenêtres) sur · cours

N° 236

5 février 2003

# Edit



## Actu

# 4



**RETRAITES** : une manifestation en forme d'avertissement.  
**GRÈVE DU 28 JANVIER** : une profession en grève.  
**MÉDITERRANÉE** : les élèves sensibilisés à la pollution.

## Dossier

# 14

**L'A.L.S. EN QUESTIONS** : l'adaptation et l'intégration scolaire doit être mieux reconnue pour aider les enseignants à mieux prendre en charge les enfants en grande difficulté.



## Métier

# 20

**PORTAIT** : Martine Bartusiak a remporté avec sa classe un prix au 29<sup>ème</sup> concours de la bande dessinée d'Angoulême.  
**ANNONAY** : plus de maîtres... ça marche.  
**CONCOURS DE CONTES** : détour par la Marne.



## Réflexions

# 27

**PORTO ALEGRE** : échos du forum.  
**MATERNITÉS** : mise à mal d'un service auquel les mères tiennent.  
**INTERVIEW** : Jean-Didier Vincent, président du Conseil national des programmes, revient sur l'ennui à l'école.



**A**vec le succès de la grève du 28 janvier, refléurit un soupçon récurrent : les ensei-

gnants se contenteraient de de mander toujours plus.

C'est cette opinion que tente d'accréditer les ministres. Ils oublient de dire que dans les écoles le budget 2003 ce n'est pas plus mais moins. Faites vos comptes : 1 000 postes pour 34 000 nouveaux élèves et 10 000 assistants d'éducation dans les écoles pour remplacer 15 000 aides-éducateurs... De fait ce sont les ministres qui font le choix de mettre au premier plan du débat le quantitatif ils n'ont engagé aucune véritable discussion sur la transformation de l'école et la réussite de tous les élèves.

Depuis longtemps, le SNUipp propose de changer l'école, de donner plus, prioritairement là où les besoins sont les plus criants, de prévenir les difficultés scolaires dès l'école maternelle, de modifier les pratiques enseignantes avec plus de maîtres que de classes...

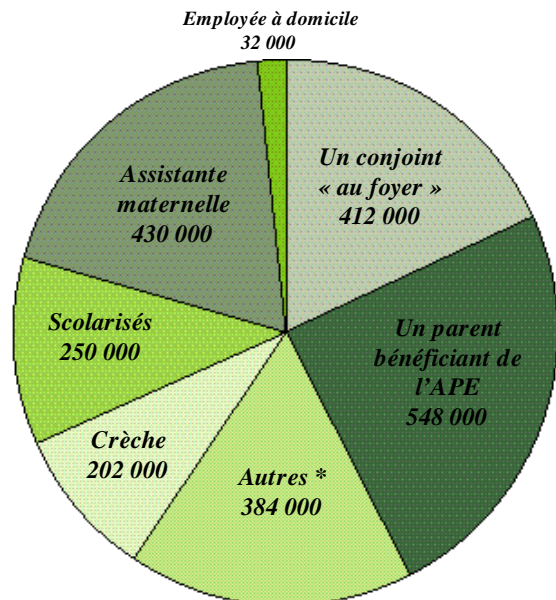
Oui, le qualitatif suppose du concret sauf si l'on s'en tient à des incantations sur « la réduction de la fracture scolaire ». Nicole Geneix

A l'heure où nous mettons sous presse Jean-Pierre Raffarin s'exprime sur les retraites, cela confirme la nécessité de poursuivre l'action commencée le 1er février

## Quelle place pour les moins de trois ans ?

En 2002, la France comptait 2,21 millions d'enfants de moins de trois ans. Près d'un million étaient gardés par un des parents. L'observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) montre le manque patent de places d'accueil pour les jeunes enfants quel que soit le choix des parents. Pour les moins de deux ans, le manque de places en crèches est évident, en moyenne leur nombre atteint seulement 6,3 places pour 100 enfants. La carte scolaire 2003 risque de se traduire par un recul de la scolarisation des deux ans. L'école maternelle étant trop souvent considérée comme un réservoir de postes. Non seulement les inspecteurs d'Académie continuent de ne pas comptabiliser les enfants de deux ans dans les effectifs de l'école mais ils affirment qu'ils ne sont pas une priorité.

Répartition des modes de garde des enfants de moins de 3 ans



\* grand-mère, tante... ou garde non déclarée  
Sources : l'OFCE

## Contre la guerre en Irak : journée mondiale le 15 février

Les choses s'accroissent concernant les projets de guerre en Irak. C'est d'abord la France et l'Allemagne qui demandent qu'on laisse « plusieurs semaines, voire plusieurs mois » aux inspecteurs de l'ONU pour faire leur travail et présenter un rapport complet sur l'état de l'armement irakien. Position contredite par l'appel de huit chefs d'Etats européens, initié par l'Espagne et signé par la Grande-Bretagne, l'Italie, le Danemark, le Portugal, la République Tchèque, la Pologne et la Hongrie mettant en cause l'orientation suivie par le couple franco-allemand. Un échec de l'Union européenne au moment même où, selon un sondage réalisé sur 15 000 personnes à travers l'Union européenne par EOS Gallup, les citoyens de l'UE se disent à 82 % opposés à ce que leur pays participe à une éventuelle guerre contre l'Irak menée sans mandat de l'ONU. Ils sont 75 % à exprimer le même sentiment dans



les treize pays candidats à l'UE.

Par ailleurs, avant même le discours attendu du Secrétaire d'Etat Colin Powell devant le Conseil de sécurité des Nations Unies qui devrait confirmer la volonté des États-Unis de diriger une coalition ayant vocation d'en découdre avec l'Irak, plusieurs sources américaines informent que l'administration Bush souhaite une intervention dès le début mars.

Dans le même temps, les alter mondialistes réunis à Porto Alegre ont signifié le rejet de toute guerre et, dans le cadre d'une journée internationale qui verra des manifestations se dérouler dans toutes les capitales européennes, une cinquantaine d'associations, partis politiques et syndicats, parmi lesquels on trouve la FSU, appellent à une nouvelle manifestation contre la guerre en Irak le samedi 15 février à 14 heures, Place Denfert-Rochereau à Paris.

## Le moral des enseignants anglais au plus bas

Un sondage réalisé auprès de 70 000 enseignants de Grande Bretagne révèle qu'un tiers d'entre eux ne choisiraient pas ce métier s'ils devaient recommencer. 35 % des sondés envisagent de quitter la profession d'ici cinq ans. Une moitié partira à la retraite dans les cinq ans, l'autre moitié dont nombre de jeunes veut se reconverter. Parmi les raisons invoquées 56 % des sondés citent la charge de travail, 39 % le manque d'initiatives, 35 % « la culture de l'objectif » et 31 % le mauvais comportement des élèves.

# 2171

contrats éducatifs locaux étaient comptabilisés au 31 décembre 2001, concernant 6 556 communes, soit un budget total de 260 millions d'euros. Les 3/4 d'entre eux portaient sur des villes de moins de 5 000 habitants.

## Le travail des enfants

Le ministère du travail de l'Afrique du Sud a mené une enquête sur le travail des mineurs. Il en ressort que 36% des mineurs sud-africains ont un travail rémunéré non-scolaire. Des groupes de travail devraient se mettre en place pour étudier plus avant le phénomène. Phénomène qui, d'après l'OMT, est très sensible dans les autres pays du Sud de l'Afrique comme le Zimbabwe où les enfants travaillent pour combler les postes vacants du fait de l'épidémie du SIDA ou le Kenya où les enfants travaillent pour l'industrie du tourisme.

## Violence scolaire en baisse

Près de 15000 incidents ont été recensés sur le logiciel SIGNA pour les mois de septembre et octobre, soit 1400 de moins que sur les mêmes mois en 2001. Plus des deux tiers des incidents émanent des collèges. Les violences physiques sans armes comptent pour plus d'un tiers de signalements, viennent ensuite les insultes ou menaces graves (23%).

## « L'absentéisme révélateur d'un mal profond »

### Qu'appelle-t-on absentéisme ?

Selon la définition légale, l'absentéisme désigne le fait pour un élève de cumuler quatre demi-journées d'absence non justifiées dans le mois. C'est le seuil à partir duquel une procédure peut être enclenchée : contact des parents, de l'inspection académique, et éventuellement suspension des allocations familiales. En réalité, les élèves peuvent choisir de s'absenter seulement pour certains cours, ou pendant plusieurs mois, pour finir par arrêter leur scolarité.



Maryse Hédibek, maître de conférence à l'IUFM du Nord-Pas-de-Calais et chercheur Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales.

trop de retard, ne suivent pas et s'ennuient. Les enseignants, pour qui l'école est une chance, ont du mal à comprendre qu'elle soit synonyme de corvée pour les enfants.

### Comment remédier à ce problème ?

La famille pense souvent que la solution se trouve dans l'école. Le corps enseignant aimerait que la solution soit trouvée par les parents. Mais ceux-ci se trouvent souvent démunis face à l'attitude de leur enfant, dont le rapport à l'autorité est déjà défaillant. A l'école, la lo-

gique de sanction employée est inefficace. Il serait bien plus utile de considérer l'absentéisme comme révélateur d'un mal plus profond. Cela ne peut pas se faire entre deux cours dans la salle des profs, ni en conseil de classe. Un temps spécifique devrait être réservé pour cela, mais pas uniquement entre enseignants. Le croisement des cultures professionnelles, sans que le secret professionnel soit brisé, est absolument nécessaire.

Propos recueillis par  
Tiphaine de Champchesnel

## École rurale : l'enquête...

Regroupements pédagogiques intercommunaux, réseaux ruraux d'éducation, postes E.M.A.L.A., réseaux d'écoles avec plus de maîtres que de classes... mais également toute forme de fonctionnement en réseau institutionnel ou non, mise en œuvre à l'initiative des enseignants. Autant de formes d'organisations et de mises en réseau de l'école rurale que le SNUipp, au travers d'une enquête nationale, souhaite relever. Cet état des lieux sera relayé par les sections départementales qui en assureront le suivi.

D'ores et déjà, les enseignants concernés peuvent apporter leurs témoignages auprès de Fenêtres sur cours pour étayer l'enquête et nourrir la rubrique métier du journal.

Témoignages à adresser à Fenêtres sur cours :  
128, boulevard Blanqui 75013 Paris.



# Retraites

## une première pour le 1<sup>er</sup>

**D**es milliers, des dizaines de milliers dans les capitales régionales et à Paris. En tout 111 manifestations qui ont fortement touchées les petites villes. Un demi-million de manifestants selon les organisateurs, 350 000 selon la police. Le samedi 1<sup>er</sup> février restera dans les esprits comme le premier jour de lutte en prévention d'une réforme des retraites qui ne prendrait pas en compte les exigences des salariés. A Paris, malgré la neige et la grève des métros, 50 000 personnes ont manifesté, comme à Marseille. Plus de 20 000 à Bordeaux et à Toulouse. 15 000 à Rennes et près de 10 000 à Saint-Etienne.

Le succès des manifestations est incontestablement dû à une première : CFDT, CFTC, CGC, CGT, FO, FSU et UNSA sont parvenues à mettre en avant leurs points d'accord pour signer un appel commun à cette journée nationale de manifestations décentralisées. L'appel précisait la possibilité de faire converger « à moyen et long terme les intérêts des salariés des secteurs publics et privés sur un certain nombre d'objectifs ». Il visait notamment « un haut niveau de retraite garantissant un taux élevé de remplacement par rapport à la rémunération » et demandait « pour les salariés le droit à la retraite à taux plein à 60 ans ».

Plusieurs organisations, dont le G10 et les fédérations de retraités, se sont joints à l'appel. Cette unité rare a été saluée tout au long des cortèges.

**Le succès des manifestations est également dû, et c'est le plus important, à l'enjeu de la question des retraites.** Avant le discours attendu de Jean-Pierre Raffarin devant le Conseil économique et social (à l'heure où nous mettons sous presse, le Premier ministre présente les principaux points de son intervention sur TFI), les manifestants ont ainsi tenu à rappeler leur attachement au système de retraite par répartition et à la retraite prise à l'âge de 60 ans.

Autre point fort de cette journée qui ne restera pas sans lendemain, l'attachement des ma-



Mira

nifestants à une solidarité entre public et privé, un haut niveau de pension, et le refus de toutes régressions sur la durée des cotisations.

Le 7 février, la FSU sera reçue, comme les autres organisations syndicales, par François Fillon qui pilote pour le gouvernement la question des retraites. Elle réaffirmera à cette occasion son opposition à tout allongement de la durée de cotisations, la demande de maintien du taux de remplacement actuel de 75% du dernier salaire (calculé sur les six derniers mois) et de maintien des 37,5 annuités de cotisation. Elle portera également l'exigence de droits nouveaux, notamment la prise en compte des années d'études, de travail sous contrat ou de recherche d'un premier emploi, l'aménagement des fins de carrière...

*Pour la première fois, le pavé parisien a réuni toutes les organisations syndicales.*



# L'éducation nationale

## Le 28 janvier, une profession en grève



Mira

Faisant suite à la grève du 17 octobre et à la manifestation du 8 décembre, la journée de grève et de manifestation du 28 janvier a montré la permanence d'une mobilisation importante dans l'éducation et la recherche publique. 55 % des enseignants du primaire ont cessé ce jour-là le travail et plusieurs dizaines de milliers ont participé aux manifestations dans toute la France (8000 à Paris, 7000 à Marseille, 2700 à Lyon, 2500 à Nantes, 2000 à Rennes et à Clermont...). L'essentiel des mots d'ordre portaient sur le retour à la priorité à l'éducation et sur une amélioration réelle et durable du système éducatif.

Au rang des préoccupations qui ont conduit à cette nouvelle mobilisation des personnels, la nécessité de création de postes en nombre pour faire face à la hausse démographique et accueillir notamment tous les élèves de maternelle, dont les familles en font la demande, améliorer le remplacement et la formation continue, développer l'AIS et la direction d'école...

Autres inquiétudes manifestes : celles du devenir des aides-éducateurs qui auront définitivement quitté les écoles le 30 juin prochain, ainsi que l'annonce, bien insuffisante, du nombre de recrutements des enseignants des écoles pour la prochaine session du concours 2003.

Les personnels étaient réunis ce 28 janvier en assemblée générale à l'initiative du SNUipp et de la FSU. Ils ont affirmé leur volonté de poursuivre l'action dans le cadre de l'unité syndicale.

## Recrutements :

« Vous vous êtes trompé, Monsieur le Ministre ! »

« Douze mille places seront ouvertes au concours de professeurs des écoles en juin 2003, le même nombre que l'an dernier. Cela devrait permettre de faire baisser le nombre de recrutements sur la liste complémentaire » explique le Ministre de l'Education nationale. Il y en aura encore près de 5000 au terme de cette année en juin 2003. « Vous vous êtes trompé, Monsieur le Ministre ». Dans une lettre ouverte, le SNUipp appelle celui-ci à "refaire ses calculs". En effet le nombre de places prévues au

concours ne permettra pas de faire baisser le nombre d'enseignants recrutés sur listes complémentaires. A la rentrée 2003, 18 500 nouveaux P. E. sortiront de l'IUFM mais il faudra pourvoir 21500 postes. A la rentrée 2004, il faudra en pourvoir 21200 alors que sortiront des IUFM 17250 professeurs des écoles. La liste complémentaire augmentera de nouveau puisqu'il faudra recruter encore 4000 jeunes sans formation sur le terrain.



# Méditerranée : l'école soigne le mal de mer



*La pollution en Méditerranée est annuellement égale à la catastrophe de quinze « Prestige ». D'où l'importance d'un apprentissage dès le plus jeune âge comme le propose le « Réseau mer - Éducation à l'environnement » mis en place dans le Sud-est.*

**L**es pays riverains de la Méditerranée ont entrepris depuis 1976 de s'attaquer aux problèmes de pollution maritime et de la protection des espèces en signant la Convention de Barcelone. Ce texte, régulièrement mis à jour, est difficilement applicable de façon harmonieuse tant les situations politiques, économiques et sociales sont disparates d'un pays à l'autre (lire ci-dessous)...

Sur le terrain, on sait en revanche que c'est par l'éducation que l'on favorisera des comportements individuels respectueux du milieu. En région PACA, depuis un an, un réseau d'éducation à l'environnement marin a été mis en place avec le Conseil Régional comme coordinateur, l'Éducation Nationale comme bénéficiaire et, une soixantaine de structures liées à la protection de l'environnement marin : associations, parcs marins, unités scientifiques.

La collaboration entre enseignants et associations n'est pas nouvelle — classes de mer, interventions dans les écoles — mais les pratiques sont progressivement mises en cohérence par un Comité de pilotage et une commission pédagogique. Leur rôle est de concevoir des matériels pédagogiques validés par l'Éducation Nationale. Une mallette pédagogique agréée par cette commission sera à terme disponible pour tous les enseignants.

Parmi les bénéficiaires de ce dispositif, Nicole Lorain de l'école primaire Paul

*« Quand nous étudions la géographie, je mets l'accent sur le littoral méditerranéen, le relief et la diversité des côtes ».*

Eluard de La Boulladisse dans les Bouches-du-Rhône. Chaque année depuis trois ans, elle monte un projet de découverte du milieu marin afin de sensibiliser sa classe de CM1.

Pour mener à bien cette entreprise, cette passionnée de plongée a fait appel à l'association « L'Atelier Bleu » avec laquelle elle a construit, en concertation, module par module, un programme d'intervention. Il se décline cette année en plusieurs temps. Une première séance a eu lieu en

janvier dans les locaux de l'école. Elle sera suivie par une sortie programmée sur deux jours, sur le site de l'association en bord de mer, à La Ciotat.

Lors de la première journée d'intervention, Aurélie d'Halluin déléguée de l'association, a organisé une discussion pour tester les connaissances déjà acquises par les élèves. Elle a ensuite mis en place



plusieurs ateliers pour travailler certains aspects plus en profondeur. « *La découverte du milieu marin est un sujet vaste. Comme on ne peut pas tout traiter, nous choisissons ensemble des ateliers permettant d'impliquer les élèves* » explique Nicole Lorain. L'un d'entre eux porte notamment sur la pollution. « *Il est important de bien faire comprendre aux élèves tous les visages de cette nuisance* ». Sur une carte figurant le littoral, les élèves doivent localiser les pollutions et identifier leurs palliatifs : stations d'épuration, poubelles, déchetterie. À la question : qu'est que le dégazage d'un pétrolier ? Les réponses fusent, visant juste le plus souvent.

**La deuxième partie du programme aura lieu en juin.** Les enfants se rendront alors en bord de mer. Durant deux jours, ils vont pouvoir vivre des sensations marines et sous-marines. « *Équipés d'une combinaison, d'un masque et d'un tuba, ils apprendront à se familiariser avec l'élément liquide. Un moniteur leur mon-*

*tera ensuite divers produits de la mer, oursins, poulpes, anémones et en détaillera les spécificités. Chaque année, c'est pour eux une découverte merveilleuse* », observe Nicole Lorain.

Comment mettre en place un tel programme ? Tout le mérite en revient à l'enseignante qui a pris l'initiative de contacter l'association et de définir le contenu de l'intervention.

**Sur les répercussions du projet, la professeure des écoles est prolixe.** Elle entreprend un travail de fond sur le sujet en le reliant aux matières du programme de CM1. « *Par exemple quand nous étudions la géographie, je mets l'accent sur le littoral méditerranéen, le relief et la diversité des côtes. Les sciences naturelles sont également un moyen d'aborder le mode de fonctionnement, le captage de la nourriture de différents espèces... De même, lorsqu'il s'agit d'aborder la reproduction animale. Je commence souvent avec les oursins. J'explique l'évacuation des cellules reproductrices qui se rencontrent dans l'eau... Le respect de la nature, la lutte contre les nuisances peuvent aussi être traités dans le cadre de l'Éducation Civique* ». Pour Nicole Lorain, le prisme marin est un moyen de rendre l'enseignement général plus attrayant et, de le rattacher à un univers vivant.

**Christelle Kervela**

**L'Union Européenne estime à 1 700 par an le nombre des déversements sauvages, dans une mer qui, pour ne représenter que 1% de la surface maritime de la planète, n'en concentre pas moins de 28% du trafic maritime pétrolier**

## Quand la mer monte

En 2001, le Groupe Inter gouvernemental pour l'Evolution du Climat évalue la hausse du niveau des mers due au réchauffement des océans à 0,5 mm par an au cours des dernières décennies (soit 5 cm sur le XX<sup>e</sup> siècle). La fonte des glaciers de montagnes contribue pour 0,2 mm par an alors que les effets de l'Antarctique et du Groenland se compensent et contribuent de façon négligeable au niveau de la mer. Conséquence : la superficie des plages des côtes méditerranéennes se réduit sensiblement, obligeant les collectivités territoriales à des aménagements coûteux.

## Une mer polluée

Selon le Fond mondial pour la nature (WWF), chaque année entre 0,7 et 1,3 million de tonnes d'hydrocarbures sont rejetées en Méditerranée. Une telle pollution représente à elle seule quinze fois la cargaison du Prestige et cinquante fois celle de l'Erika. A l'origine de ces rejets, des navires croisant en haute mer qui vidangent leurs cuves. Comme ont dit : ils dégazent... L'Union Européenne estime à 1 700 par an le nombre de ces déversements tout autant illégaux qu'impunis, dans une mer qui, pour ne représenter que 1% de la surface maritime de la planète, n'en concentre pas moins de 28% du trafic maritime pétrolier mondial.

Ces pollutions ne constituent que la partie immergée d'un iceberg dont il est difficile d'évaluer tous les contours. Ce que l'on connaît bien, c'est la pression qui s'exerce sur cette mer semi-fermée : 46 000 kilomètres de littoral, 80 rivières et fleuves déversant leurs flots plus ou moins propres, 450 millions d'individus dans les pays riverains, dont un tiers vivant directement sur le littoral et produisant en moyenne 152 litres d'eaux usées par habitant et par jour, et plus de 200 millions de touristes par an...

## Argent de l'école : vers une table ronde ?

Le SNUipp a porté son enquête sur l'argent de l'école devant les deux ministères associés en décembre dernier. L'enquête menée dans les départements mettaient en lumière le fossé entre « écoles riches » et « écoles pauvres », l'écart des crédits pouvant aller de 1 à 10. Le SNUipp a proposé que soient réunis tous les ministères concernés par ce problème, les associations d'élus locaux, les fédérations

de parents d'élèves et les représentants des personnels pour envisager des mesures à mettre en place pour pallier ces inégalités. Le SNUipp, qui n'est pas hostile au développement de l'inter-communalité, propose de s'engager vers une péréquation. Il suggère également l'établissement d'un cahier des charges national définissant l'équipement minimal dont devrait disposer chaque école.

## « Et maintenant, 18 heures ! », pétition des enseignants de Segpa et d'Éréa

Suite aux fortes mobilisations des deux dernières années, les enseignants premier degré de SEGPA et EREA ont vu, à la rentrée, leur obligation horaire passer à 21 heures. Cette mesure était actée comme une première étape vers un alignement du service sur celui des autres enseignants de ces structures, les professeurs de lycées et de collèges et les professeurs de lycées professionnels, à savoir 18 heures.

Ces 18 heures, exigence légitime en terme d'égalité entre tous les enseignants de SEGPA et d'ÉREA, les personnels veulent les obtenir rapidement. La pétition « Et maintenant, 18 heures ! », à l'instigation du SE, du SNUipp et du SGEN, insiste sur ce point tout en attirant l'attention sur le fait que les enseignants éducateurs des EREA n'ont toujours pas bénéficié de cet abaissement horaire.

## 72 heures en Gironde...

La Gironde. Ce département est " mal loti ", a reconnu Xavier Darcos en visite qui cependant juge la dotation de 106 postes " déjà énorme ". Le SNUipp réclame un plan de rattrapage de 450 postes pour la Gironde. Ce département connaît en effet une pression démographique très forte et reste en queue de peloton pour ce qui est du ratio enseignants élèves. 2000 nou-

veaux élèves devront être accueillis à la rentrée prochaine. Lundi 3 février. 10 % de grévistes pour le premier des trois jours de grève auxquels appelle le SNUipp en Gironde. Le troisième jour sera le jour du Comité technique paritaire qui étudiera les mesures de carte scolaire pour la rentrée 2003. Mobilisation à suivre.

« Nous n'avons plus de bibliothécaire et le fonctionnement du site informatique de l'école primaire ne sera plus assuré. »

Constat amer de Cécile et Sébastien, instituteurs dans les quartiers Nord de Marseille en grève le 28 janvier.

## Il faut sauver la liste

Alors que le document d'accompagnement, « *littérature au cycle 3* », était bien reçu par les enseignants, le ministère a annoncé par le biais d'une revue spécialisée que la liste d'ouvrages qu'il proposait serait supprimée ! Pour prendre cette décision, le ministère n'a pas consulté les enseignants mais les éditeurs...

La littérature a fait une entrée remarquée dans les nouveaux programmes. Cette liste de 180 ouvrages constituait un outil de référence pour donner

aux enfants du primaire une « *culture commune* » littéraire. Chaque année cette liste devait être revisitée par un groupe d'experts. Cet outil s'avère d'autant plus indispensable que l'édition jeunesse est foisonnante avec plus de 8000 titres par an.

Le SNUipp s'est insurgé contre cette décision et a demandé aux deux ministères associés qu'elle soit reconsidérée. Les arguments ont porté, semble-t-il, une décision devrait être prise rapidement.

## Revue de presse

Dans l'écho républicain de Chartres, Philippe Cavart donne la parole, dans son édition du 28 janvier, à un directeur de Dreux, qui risque de perdre



deux classes sur les dix-sept que compte l'école. Le constat fait par ce dernier montre la montée du mécontentement « nous avons 100% de grévistes, ce qui est historique. Dans l'école, c'est vraiment une révolte ».

En dehors des nombreux articles concernant les manifestations et la



grève du 28 janvier, le courrier de Saône-et-Loire revient sur l'initiative du SNUipp 71 qui a recueilli plus de 600 signatures dans une pétition remise à l'inspecteur d'académie pour dénoncer la trop faible « enveloppe budgétaire allouée aux collègues des réseaux d'aide pour se déplacer ». Et



Marc Dailloux, élu à la CAPD, d'arguer du fait « qu'il est grave d'interrompre des aides ou de ne pas les commencer. Le plus pervers c'est que cela va toucher des enfants des zones rurales les plus éloignés des centres où se trouvent les réseaux ».

# Échange A.E. contre A.E.

A.E : des aides éducateurs aux assistants d'éducation le sigle reste le même, mais les versions sont différentes. Côté chiffres, le Ministère annonce 16000 assistants d'éducation en remplacement des 20000 aides éducateurs dont le contrat prend fin en juin 2003 et 5600 MISE dans les collèges et lycées. Il y aura donc moins de personnels à la rentrée prochaine. Dans les écoles aussi. En effet, le ministre a annoncé le 16 janvier dernier que les 14500 aides éducateurs en fin de contrat en juin prochain seront remplacés par 10000 assistants d'éducation seulement. Après avoir refusé l'idée même du remplacement des aides éducateurs, le Ministère a fini par reconnaître leur utilité dans les écoles. Là où ils n'ont pas été remplacés, leur départ a depuis entraîné la fin d'un projet et ruiné le travail collectif entrepris depuis plusieurs années. A l'annonce du Ministre, le SNUipp a réaffirmé « que toutes les écoles doivent pouvoir bénéficier de l'apport de personnels travaillant aux côtés des enseignants ». Il a précisé par ailleurs : « En proposant un statut d'agent public pour les assistants d'éducation, le Ministère reconnaît le bien fondé d'une par-

tie de nos critiques sur le statut d'aides éducateurs qui sont aujourd'hui contractuels de droit privé ».

« Pour autant les missions nouvelles mises en place depuis cinq ans par les aides éducateurs ne sont pas véritablement reconnues et transformées en métiers nouveaux » ont précisé ensemble les organisations syndicales siégeant au Conseil supérieur de l'éducation dans une déclaration commune le 30 janvier. Le SE, le SGEN, le SNCL, l'UNEF, l'UNSEN, le SNES et le SNUipp ont demandé « le retrait du projet de loi » sur le nouveau statut d'assistant d'éducation examiné le jour même, qui confirme le choix ministériel « de mettre fin à l'existence des MISE et de ne pas traiter du devenir des aides éducateurs à la fin de leurs fonctions ».

Les sept syndicats ont demandé que de nouvelles négociations s'engagent. Ils appellent à une journée nationale d'action des surveillants et des aides éducateurs le 6 février. Ce jour-là se réunira en effet le Conseil Supérieur de la Fonction Publique qui examinera le projet de loi.

**Si rien ne bouge...**  
il y en a un que vous ne reverrez pas  
en septembre !





# L'A.I.S. en questions

*L'adaptation et l'intégration scolaire doit être encore mieux reconnue pour aider les enseignants à prendre en charge les enfants en grande difficulté.*

Dossier réalisé par  
Lydie Buguet  
Philippe Hemant  
Jacques Mucchielli  
Gilles Sarrotte

Où commence et où s'arrête la mission de l'enseignant « ordinaire » ; où commence et où s'arrête celle de l'enseignant spécialisé ? Si les notions d'adaptation et de handicap que recouvrent l'A.I.S se différencient assez aisément il est par contre plus difficile de mettre une étiquette sur ces enfants en grande difficulté scolaire comme d'affirmer d'emblée quel cadre sera le meilleur pour leur venir en aide : la classe ordinaire, la classe spécifique. Et comme le soulignait déjà Dominique de Peslouan, maître de conférence en sciences de l'éducation et responsable de formation des enseignants spécialisés, dans nos colonnes (Fenêtres sur cours n°216 du 27/11/01) ; « *les enfants présentant des troubles de la personnalité et du comportement sont de plus en plus nombreux à présenter des profils dysharmoniques et sont difficiles à contenir aussi bien dans les classes ordinaires que spécifiques* ».

Adaptations et intégration sont donc les deux maîtres mots de l'A.I.S. Ce travail spécifique, reconnu comme tel par l'Education Nationale, est le plus souvent effectué au sein des RASED (Réseau d'Aide Spécialisée aux Élèves en Difficulté) par une équipe composée de trois membres : un psychologue scolaire, un rééducateur appelé maître G et un maître E, spécialisé à dominante pédagogique. Les enseignants spécialisés de l'A.I.S. interviennent également dans des classes ordinaires accueillant des enfants handicapés et, dans le secondaire, en SEGPA, EREA et UPI. Ils interviennent enfin, par convention avec

l'Education nationale, dans des structures associatives médico-éducatives.

La définition est longue, mais pas inutile. Car bien souvent, l'A.I.S. est détournée de ces objectifs. Au niveau des RASED, c'est même presque une gageure de trouver une équipe complète et formée. Il n'est pas une école qui n'ait d'exemple de jeunes PE sortant de l'IUFM et envoyés, en l'absence de toute formation spécifique, sur un poste d'enseignant spécialisé, qu'il soit en RASED, SEGPA ou encore dans un établissement associatif. Il n'est même pas rare que des enseignants recrutés sur liste complémentaire y soient affectés.

La nécessité de l'A.I.S. est pourtant renforcée aujourd'hui que l'école a du mal à vaincre l'échec scolaire. Les enseignants se heurtent à des enfants qui n'ont pas les « *compétences psychiques pour aborder les exigences des apprentissages* » explique Serge Boismare, directeur du Centre médico-psychopédagogique (CMPP) Claude Bernard, dans le V<sup>e</sup> arrondissement de Paris (voir page 16).

Ces élèves-là connaissent des blocages qui les empêchent d'intégrer le monde scolaire. Pour vaincre ces blocages, ils ont besoin d'une aide particulière. Cela peut être long et difficile, témoignent tous les psychologues. Comme on peut le voir avec le cas de Christophe, « *qui ne pouvait rien écrire* », on ne sait jamais quand ni où le déclic va se produire (voir page 16-17). Et pas même s'il va se produire.

Sans aller jusqu'à ces extrêmes, les spécialistes citent encore l'exemple de l'enfant « *anxieux, nerveux, qui va écrire très pointu,*

Plus d'un tiers des postes A.I.S. sont aujourd'hui occupés par des enseignants non formés



se crispent sur son crayon ». Ils voient là un « symptôme » qui dépasse le problème de la simple difficulté scolaire. L'enseignant ne peut résoudre seul ces situations.

Mais, en l'état actuel, l'A.I.S. a du mal à remplir ses missions, comme nous l'évoquons ci-dessus. Il faut d'abord souligner le problème de formation. En formation initiale, peu nombreux sont les élèves d'IUFM qui peuvent entrevoir le problème. Ils y sont généralement confrontés lorsque, nommés sur un poste A.I.S., ils découvrent la spécificité de la tâche. C'est sans doute ce qui a conduit le Ministère à annoncer dans son plan une sensibilisation à l'A.I.S. au cours de la formation initiale et des modules de formation continue pour tous les enseignants. Cela est devenu indispensable puisque « le développement des intégrations individuelles crée aussi des demandes en terme de formation des enseignants pour adapter leurs pratiques pédagogiques » comme le souligne Patrick

Guyotot, responsable de l'UFAIS de l'IUFM de Lyon (voir page 19). En France, plus d'un tiers des postes A.I.S. sont aujourd'hui occupés par des enseignants non formés, chiffre donné par Luc Ferry lui-même, le 21 janvier dernier à la presse. Si l'on veut mettre un terme à cette spirale il faut nécessairement rendre ces postes attractifs par l'amélioration des conditions

d'exercice, ainsi que par des mesures financières. Il est urgent de consacrer d'autres moyens à l'accompagnement des enseignants dans leur mission d'adaptation et d'intégration scolaire.

<sup>(1)</sup> Présentation du plan pluriannuel pour l'intégration des enfants handicapés.

## Quelques pistes pour avancer

Le SNUipp propose la mise en œuvre de mesures urgentes. Développer la formation pour les enseignants qui intègrent des enfants handicapés et en grande difficulté, et celle des enseignants spécialisés, dégager des ressources dans chaque département (enseignants spécialisés itinérants, centres de ressources, AVS), créer des dispositifs d'accompagnement et de soins : SESAD, CAMSP, CMP..., donner du temps pour les équipes des écoles mais aussi aux enseignants spécialisés pour la concertation, le dialogue et l'écoute indispensables à la réussite de tout projet d'adaptation et d'intégration, adapter l'environnement en allégeant les effectifs dans les écoles, en les dotant de matériel et de locaux spécifiques, créer les postes d'enseignants spécialisés pour répondre aux besoins.



## Christophe \* « qui ne pouvait r

***Le CMPP Claude Bernard à Paris accueille des enfants en grande difficulté avec parfois des troubles psychiques. Parce qu'il n'y a pas « de recettes toutes prêtes », les enseignants spécialisés travaillent à redonner confiance à ces enfants pour qu'ils retrouvent le chemin de la réussite***

« **O**n partage quelque chose ensemble : le plaisir que l'enfant réussisse. Pour moi c'est très clair, l'objectif c'est une meilleure réussite à l'école ». Evelyne Levy, rééducatrice option G ou psychopédagogue selon la nouvelle ou l'ancienne nomenclature, définit ainsi son travail au sein du Centre Claude Bernard dans le Vème arrondissement à Paris. Il s'agit d'un établissement spécialisé, un Centre Médico psychopédagogique ou CMPP. Elle y exerce maintenant depuis deux ans. Et si elle insiste sur la notion de partage avec l'enfant c'est parce qu'à ce stade il est indispensable que l'enfant retrouve la confiance perdue. La confiance en lui-même et vis à vis de l'école. « Si l'école n'a pas accès à ces enfants, c'est qu'en fait derrière leur déficit langagier ou culturel se cache un manque de compétences psychiques qui ne sont pas suffisantes pour aborder les contraintes de l'apprentissage », telle est la conviction de Serge Boismare, Directeur du CMPP mais aussi enseignant spécialisé. Il y a dès lors toute une partie de

l'échec scolaire avec laquelle dans les écoles « les enseignants ne peuvent rien faire, il s'y cassent les dents dessus ». Et c'est bien « le rôle d'un établissement comme le notre de renforcer aussi ces points d'appui psychiques pour que ces enfants accèdent au fonctionnement intellectuel, acquièrent un peu d'autonomie de pensée et entrent dans le fonctionnement d'un groupe » poursuit-il.

Si pour certains il y a nécessité d'un traitement d'ordre psychothérapeutique où l'on travaille à partir de ce que l'enfant apporte de son histoire, de ses fantasmes, pour d'autres le traitement s'appuie sur la rééducation, sur la médiation. Sur les 6 enseignants mis à disposition par l'Éducation nationale auprès du CMPP, quatre d'entre eux s'appuient plus particulièrement sur la médiation culturelle dans leur action de rééducation. Car il faut réparer le ressort cassé « pour retrouver le plaisir à rentrer dans les apprentissages, le goût d'apprendre » insiste Evelyne qui propose avant tout des situations où le plaisir et

la réussite existent. Jeux symboliques, de société, dessins et surtout les livres sont les supports essentiels de la médiation. « Il faut tout tenter, inventer, créer car il n'y a pas de recettes toutes prêtes avec ces enfants ». Elle raconte l'histoire de Christophe \* qui « ne pouvait rien écrire » et qui un jour a lui-même amené le livre. Le monde troublant d'Edgar Poe a fait écho à son histoire, entre « ces histoires qui ne finissent jamais ! » et le portrait de son grand père qui « s'est éteint trop vite ! ». C'est dans ce travail et cet échange qu'enfant et enseignant ont trouvé l'issue. Visiblement, l'écrit ne lui fait plus peur, dix sept est sa dernière note obtenue en dissertation. Il faut du temps pour qu'un travail de rééducation ou

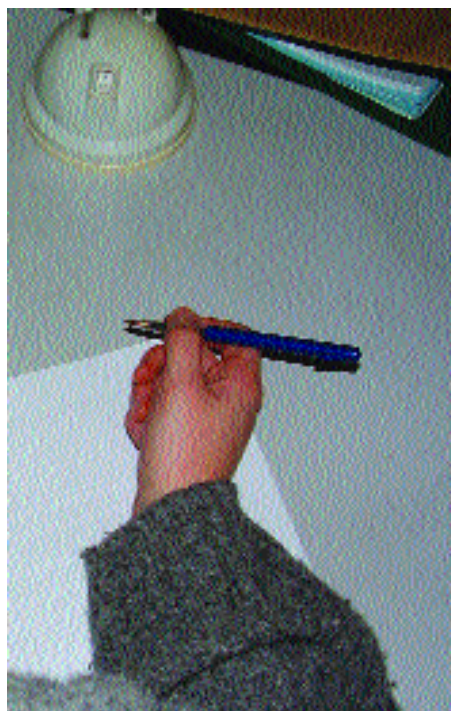


*43% de l'effectif du C.M.P.P Claude Bernard est constitué d'enfants de 6 à 11 ans. Ce centre prend en charge jusqu'à l'âge de 20 ans comme les autres C.M.P.P. Ce centre enregistre comme ailleurs une demande croissante d'inscription par les familles. Au moins 10% d'enfants en plus ces trois dernières années.*

de psychothérapie ait de l'effet ; parfois jusqu'à deux ans. Evelyne évoque maintenant le cas de cette petite fille de 9 ans qui redouble son CE2 et « qui ne peut pas lire ou plutôt qui ne veut pas lire ». C'est Evelyne qui lit et qui essaye « de lui donner le goût de lire ». Sa maman ne sait pas lire probablement parce que pour elle « il est dangereux de savoir ».

Et parce que l'histoire familiale joue souvent un rôle important, le lien avec la famille devra être maintenu tout au long du traitement pour que celui-ci aille à son terme. « Il faut une famille un peu structurée pour accompagner l'enfant pendant deux ans » précise Serge Boismare qui insiste sur l'import-

# crire »



tance de l'accueil et de l'accompagnement des familles par l'établissement. Ce qui est une partie du travail de la psychologue, autre enseignante spécialisée. Soixante dix personnels travaillent ensemble au sein du CMPP. Médecins, rééducateurs, psychologues, psychothérapeutes, psychanalystes, orthophonistes, psychomotriciens, assistantes sociales... autant d'actions parallèles et complémentaires qui rendent indispensable le travail en équipe. Des réunions de synthèse incluses dans le temps de service aux séminaires de réflexion en passant par les réunions institutionnelles, la réalité du travail en équipe « *est presque une révélation* » pour Evelyne. Après avoir exercé près de 25 ans en RASED dans une ZEP à Saint Denis, « *c'était trop dur* », elle avait besoin de « *travailler différemment, d'avoir le temps de réfléchir et d'échanger* » peut-être pour retrouver le plaisir que procure la réussite.

\* Christophe est un prénom inventé afin de respecter l'anonymat de l'enfant.

## Petit glossaire

### • Principales structures

**AIS (secteur éducation nationale)**

**Structures de prévention**

RASED : Réseau d'Aides Spécialisées aux Elèves En Difficulté

Il est composé en général et au minimum

D'un psychologue scolaire

D'un instituteur ou PE spécialisé (aides à dominante rééducative) option G

D'un instituteur ou PE spécialisé (aides à dominante pédagogique) option E

Classes d'adaptation

**Structures d'accueil**

- Du premier degré

Classes ordinaires accueillant des enfants handicapés

CLIS : Classes d'Intégration Scolaire

CLIS 1 : handicap mental, option D de préférence ou E

CLIS 2 : handicap auditif, option A

CLIS 3 : handicap visuel, option B

CLIS 4 : handicap moteur, option C

- Du second degré

UPI : Unité pédagogique d'Intégration

SEGPA : Section d'Enseignement Général et Professionnel Adapté

EREA : Etablissement Régionaux d'Enseignement Adapté

Classes relais ou dispositifs relais

### • Secteur Médico-éducatif

**Structures de prévention**

CMPP : Centre Médico-Psycho-Pédagogique

**Structures de soutien, d'aide et d'accompagnement**

CAMSP : Centre d'Action Médico Social Précoce

SESSAD : Service d'Education Spéciale et de Soins à Domicile

SSEFIS : Service de Soutien à l'Education Familiale et à l'Intégration Scolaire

**Structures d'accueil**

IME : Institut Médico-Educatif

Troubles du développement, de la personnalité et retard mental

IR ; Institut de Rééducation

Troubles du comportement



## Un RASED complet et professionnel, ça existe

À Saint Aignan sur Cher, le RASED est complet et composé de personnes diplômées. Ce qui lui permet de remplir efficacement sa mission, c'est à dire intervenir auprès des enfants présentant des difficultés.



*C'est lors de la réunion de synthèse hebdomadaire qu'est défini le type d'aide à apporter aux élèves.*

gnants, sans en faire une généralité, elle est plus compliquée « il faut respecter les missions de chacun, montrer que ce n'est pas un privilège de travailler autrement, de ne pas avoir de classe, c'est une autre façon de travailler, insiste Catherine. Il faut partir du principe que tout le monde essaye de faire ce travail au mieux avec les difficultés qu'il rencontre ». L'explication est à faire et l'équipe s'en charge « on rencontre les enseignants dans chaque école en début d'année, on édite une petite plaquette où sont définies nos missions » précise Éric.

Quand chacun est dans son rôle, conscient du déroulement logique des choses, le processus d'aide s'enclenche facilement. « L'enseignant renseigne une fiche de prise en charge, lors de la réunion de synthèse hebdomadaire nous définissons le type d'aide, ensuite nous rencontrons l'enseignant, les parents avant de dresser un bilan avec l'élève. S'ensuit l'intervention auprès de ce dernier, suivant le nombre de séances décidées » conclut Catherine.

Cent soixante quinze c'est le nombre de signalements faits l'an dernier par les enseignants au réseau d'aide spécialisées aux élèves en difficulté (RASED) de Saint Aignan sur Cher. Sur les mille deux cents élèves que comptent ces onze écoles du sud du département du Loir-et-Cher, 169 ont été suivis par le réseau. Le bilan dressé par Catherine Micouleau, la psychologue, tient compte du fait que l'an dernier le réseau n'était pas complet, seuls Catherine et Eric Paillard le maître E intervenaient, « le poste de maître G était vacant ».

Cette année, les effectifs du RASED sont tout autre, « Anne-Marie est arrivée comme maître G et la suppression dans le département des classes de perfectionnement a permis d'ouvrir; malheureusement seulement pour une année, un poste de maître E à l'école de Saint Aignan », précise Catherine.

Sous l'œil de Nadine Bertaillon qui occupe ce poste, Valentin et Jimmy de la classe de CE2-CM1 cherchent la meilleure tactique pour réussir à placer de manière logique les formes géométriques qu'ils ont devant eux. A dix kilomètres de là, à Noyers, Océane, Kévin et Romain, de la classe de CP reconnaissent les sons atablés avec Éric autour d'un jeu de loto. Éric et Nadine, chargés de l'aide pédagogique, « aident les enfants à mettre en place les bonnes stratégies, à les développer ». Dans sa salle Anne-Marie accueille les « enfants

dont les comportements et les relations ont des répercussions négatives sur l'adaptation scolaire et l'efficacité de leurs apprentissages » comme elle le définit.

Pendant ce temps-là à Contres, Catherine est la seule à avoir délaissé les enfants dont elle s'occupe habituellement « ceux qui présentent des difficultés d'apprentissage, posent des problèmes comportementaux ou relationnels », pour siéger à la CCPE.

La présence d'un réseau complet dans un secteur où les écoles de Saint Aignan et de Noyer sur Cher sont en REP et où les autres sont rurales rassure. Surtout à l'évocation de la situation « familles de migrants... familles monoparentales... problèmes d'alcoolisme... toxicomanie... intégration d'enfants handicapés... gens du voyage plus ou moins sédentarisés... insuffisance des services de soins dans le secteur de proximité... ».

L'équipe est composée de personnes ayant des missions différentes mais ces missions se complètent et permettent de cibler l'aide la plus appropriée. Ce qui demande un travail de liaison avec tous les partenaires, que ce soient les enseignants ou les structures de soins mais aussi avec les parents. Une des difficultés est la relation entre tous. Avec les parents, elle se déroule normalement « il est excessivement rare qu'ils refusent nos interventions, remarque Anne-Marie, cela n'arrive que quand on ne peut les rencontrer ». Avec les ensei-

### L'arbre qui cache la forêt

Le RASED de Saint Aignan sur Cher masque la réalité du département du Loir-et-Cher. Ainsi, à la rentrée 2002, pour 19 classes de perfectionnement fermées définitivement, seules 8 classes de CLIS étaient ouvertes. Les élèves de ces classes ont été répartis dans les écoles du département. Quand on sait qu'on y trouve déjà 46 enfants en attente de place vu le manque de postes en IME...

Et la situation ne risque pas d'évoluer positivement. L'inspection académique prévoit pour la rentrée 2003, 48,5 postes vacants en AIS dont six en E, quatre en G et quatre de psychologues. Des difficultés à prévoir pour les vingt-six réseaux du département.

# « Une formation professionnalisante »

*Patrick Guyotot est responsable de l'unité de formation AIS de l'IUFM de Lyon qui accueille cette année 179 stagiaires. Petit état des lieux d'une formation qui fait ses preuves.*

## *Quelles ont été les évolutions de la formation AIS ces dernières années ?*

Les dernières évolutions ont eu lieu en 1987 avec la rénovation du Certificat d'Aptitude à l'Enfance Inadaptée (CAEI) devenu Certificat d'aptitude aux actions pédagogiques spécialisées (CAPSAIS). En 1997, lors de la rénovation du CAPSAIS, un référentiel de compétences a été défini pour chacune des options spécialisées (voir page 17). Ces textes déterminent les contenus qui sont repensés chaque année en fonction des recherches universitaires ou d'autres éléments telle la nouvelle classification internationale du handicap de l'OMS qui renforce l'importance de l'environnement social dans la définition du handicap, ou comme les priorités nationales (difficultés langagières). L'UFAIS de Lyon propose des formations pour les options D, E, F comme dans la majorité des académies. Plus rares, nous organisons des formations à l'option G aux options C et A.

La dernière évolution date d'il y a quelques jours puisque le ministère prévoit maintenant que des enseignants du second degré pourront recevoir une formation spécialisée eux aussi.

## *Une des autres nouveautés a été le développement de la formation par alternance*

Oui, et il faut rappeler que les contenus de la formation en alternance et de la formation sur un an sont les mêmes. La formation permet à un public déjà en poste, et qui a une expérience sur le terrain de se spécialiser sans quitter la classe pendant un an. La formation dite longue reste la modalité à privilégier.

Auparavant, les candidats devaient avoir déjà enseigné trois ans pour bénéficier de la formation. Ce verrou a été levé. Aujourd'hui, et c'est une nouveauté, des PE qui sortent de l'IUFM s'inscrivent directement dans une formation AIS après leur formation initiale.. On voit aussi des



*Entretien avec*

**Patrick Guyotot**

## *Le déficit de personnel formé est patent et il se creuse*

personnes qui viennent du terrain sans connaître l'AIS et qui veulent s'y engager sans connaître les différentes options.

## *Quel bilan faites-vous de la formation AIS aujourd'hui ?*

En règle générale, les formés sont satisfaits de leur formation. Les formateurs et les nombreux intervenants extérieurs invités comme des médecins, des philosophes, etc, s'adressent à des professionnels de l'éducation. Ils leur proposent des modules d'analyses de pratiques, de psychologie, de psychopathologie, des ateliers de pratiques culturelles, et des cours de didactique adaptée à la spécificité des publics concernés. C'est une formation professionnalisante. Elle s'adresse à des adultes, et présente une dimension person-

nelle.

L'enseignement spécialisé assuré par des personnels non formés relève plus ou moins de bricolage. Le déficit de personnel formé est patent et il se creuse. Il faudra en outre, former les enseignants qui vont être nommés sur les mille postes concernant les nouvelles unités pédagogiques intégrées (UPI) annoncées par le ministère.

Nous avons les moyens de former ces personnels. C'est aux inspections académiques d'augmenter le nombre de départ en formation.

## *La sensibilisation de tous les enseignants à l'AIS est aussi à l'ordre du jour dans le plan annoncé par le ministère*

L'AIS recouvre à la fois champs de la difficulté scolaire et du handicap. Il est parfois difficile pour les enseignants " ordinaires " de percevoir la différence entre les types d'intervention des maîtres spécialisés. L'objectif est à la fois de sensibiliser les stagiaires aux questions de l'AIS, mais aussi de les aider à repérer à quel moment la mission du maître ordinaire s'arrête. Le développement des intégrations individuelles crée aussi des demandes en terme de formation des enseignants pour adapter leurs pratiques pédagogiques. La formation continue a bien sûr aussi son rôle à jouer.

Même si elle demande à être renforcée, cette sensibilisation existe déjà sur l'académie de Lyon. Nous avons mis en place deux conférences sur l'AIS pour les PE2, et les PCL. Il existe aussi des cycles de conférences portant sur des thématiques liées à l'AIS dans les centres locaux de Lyon, de Bourg-en-Bresse et de Saint-Étienne, ouverts à tous les étudiants et stagiaires, ainsi qu'aux enseignants du département. Nous proposons des actions spécifiques à l'AIS pour les PE2 en préparation de stages en responsabilité...

## sciences

### Sur les pas d'Ératosthène

107 classes vont mesurer le tour de la Terre depuis leur école, simplement en observant l'ombre d'un bâton vertical (gnomon) à midi au soleil. Cette initiative de "la main à la pâte", proposée à ces enfants depuis des latitudes très différentes (France, Canada, Égypte...) à reproduire ainsi les observations du savant grec Ératosthène qui, il y a plus de 2200 ans, en Égypte, fut le premier à proposer une méthode simple et originale pour mesurer la taille de notre planète. Partant de l'observation des ombres portées au midi solaire à Alexandrie et plus au sud à Syène le jour du solstice

d'été, il réalisa une des plus importantes avancées scientifiques de son époque en mesurant le monde.

Les élèves sont aussi invités tout au long de l'année à observer les ombres et le mouvement du Soleil dans le ciel et construiront leurs propres instruments de mesure. En mesurant l'ombre d'un gnomon à midi au soleil et en échangeant leurs résultats avec d'autres classes via internet, ils pourront à leur tour calculer la taille de la Terre.

On pourra lire les mesures sur le site internet de la main à la pâte : [www.inrp.fr/lamap/](http://www.inrp.fr/lamap/)

## outils

### TDC, nouvelle formule

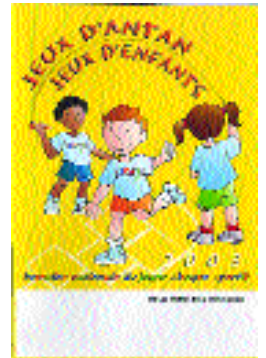
« Textes et documents pour la classe », une des publications du Scéren-CNDP change de maquette et de formule. TDC conserve son dossier thématique mensuel mais propose des articles plus en lien avec les programmes. Bonne nouvelle, les professeurs des écoles ne sont plus oubliés, une partie des séquences pédagogiques sont consacrées au primaire. Le dernier numéro sur « Femmes-hommes, quelle égalité ? » propose ainsi aux enseignants de cycle 3 une séquence pour étudier les stéréotypes à travers une série de publicités.



## usep

### Jeux d'antan, jeux d'enfants

Comme chaque année l'USEP propose aux enfants du 26 mars au 2 avril 2003 la semaine du jeune citoyen sportif. Le but est de « sensibiliser les jeunes à une pratique sportive citoyenne et pédagogique et de montrer son savoir faire en la matière ». « Poules renard, vipères », « marelles », « ombres chinoise », les jeux traditionnels, thème choisi pour la deuxième année consécutive, seront l'occasion pour les usépiens de jouer et de se rencontrer.



« Beaucoup de non lecteurs croient qu'il y a dans les livres un secret et qu'ils en sont exclus (...) De nombreux lecteurs pensent la même chose, qui plongent dans les piles de livres, en chasse perpétuelle. Tous ont raison : une immense partie de ce que les hommes et les femmes ont découvert est là, caché, quelque part, et ne demande qu'à s'animer, qu'à être de nouveau rendu vivant. »

Michèle Petit,  
« Éloge de la lecture. La construction de soi »  
Édition Belin

## eps

### Contre-pied

Le dernier numéro de contre-pied « Maternelle : quelle EPS ? », revue du centre national et d'information « EPS et société » est disponible à l'adresse suivante : Contre-pied — 76, rue des Rondeaux — 75020 Paris.  
e-mail : [michel.rotenberg@snefpsu.net](mailto:michel.rotenberg@snefpsu.net)  
(Prix : 12 euros + 2 euros de port)



## espace

### Allô, ici la terre



Les élèves de CM2 de l'école René Mure de Commelle-Vernay dans la Loire ont dialogué avec un astronaute de la Nasa en mission à bord de la station spatiale internationale (ISS). Pendant les vacances de Noël, les enfants et leurs parents sont venus spécialement à l'école pour poser les questions qu'ils avaient préparées à

Donald R. Pettit, ingénieur américain de vol sur les missions des astronautes et leurs conditions de vie à bord. Ce dialogue en anglais a été assuré grâce le club radio-amateurs du roannais. La classe qui travaille depuis un an sur le projet avait été sélectionnée par l'agence spatiale américaine.

## documents d'accompagnement

### Huit de plus !

La parution des documents d'accompagnement aux nouveaux programmes se poursuit lentement. Huit d'entre eux viennent de paraître. Pour les langues au cycle 3, les documents portugais, arabe, espagnol, italien viennent compléter la série initiée par anglais et allemand. Le document consacré à l'histoire géographie au cycle 3 est décevant. Si les connaissances à acquérir sont plutôt détaillées (dates, vocabulaire...), aucun exemple, ni ressource \* ne sont donnés quant à la manière de le faire. A l'inverse, les trois documents concernant les sciences, construits avec l'équipe de la main à la pâte, sont très complets. Le document « *fiches connaissances* » est composé de 26 fiches synthétiques

sur les connaissances à acquérir par les élèves. « Enseigner les sciences C1, 2, 3 » des séquences pédagogiques réparties entre les cycles et les divers domaines couverts par le programme qui présentent des exemples de la mise en œuvre des démarches recommandées. Le document réservé au cycle 3 précise les compétences à atteindre.

Les écoles devraient les recevoir. Si ce n'est pas le cas, il faut les réclamer aux inspecteurs de circonscription.

\* Le site du scéren propose notamment une base de ressources culturelles régionales comprenant archives, musées... à l'adresse suivante : [www.artsculture.education.fr/region/frameset\\_region\\_baseresources.htm](http://www.artsculture.education.fr/region/frameset_region_baseresources.htm)

## Martine Bartusiak, institutrice

### Portrait



Martine Bartusiak, institutrice à Carvin (62), a remporté avec sa classe de maternelle le prix « *Techniques Mixtes* » au 29<sup>ème</sup> concours de la bande dessinée scolaire lors du festival d'Angoulême

Contrairement au célèbre personnage de bande dessinée, Martine n'est pas tombée dans la BD quand elle était petite. « *Un hasard plutôt, le mari d'une collègue, qui travaillait à la Caisse d'Épargne –partenaire avec le CDDP de Charente-nous a parlé du concours* ». C'était il y a six ans. Alors, elle a foncé, s'est intéressée à ce qui pour elle se résumait juste aux Tintin ou Astérix de ses enfants. Très vite, Martine s'est rendue compte de l'intérêt pédagogique de la bande dessinée qui permet « *un travail pluridisciplinaire qui touche aussi bien le langage, la forme syntaxique, la topologie que les mathématiques* » insiste-t-elle. Sa formation, elle l'a faite seule, grâce aux livres glanés ça et là, aux aides et documents envoyés d'Angoulême.

Les résultats, depuis 96, peuvent impressionner, trois récompenses régionales... et un prix national cette année. Ils mettent un coup de projecteur sur « *une petite maîtresse, d'une petite école de province qui fait juste son métier* » comme elle se définit. Mais même si pour Martine, il y a une certaine fierté à voir une classe de grande section de maternelle damner le pion aux classes ou individuels des collèges et lycées, « *l'existence et la présence de ces livres dans la bibliothèque de la classe est plus importante que l'obtention d'un prix* ».

Dans sa réussite, elle tient à inclure les classes de CP et CE1 de l'école élémentaire voisine, « *ce sont ces élèves qui viennent en début d'année nous apporter l'histoire* ». Histoire, légèrement adaptée « *au niveau des maternelles* », que ses élèves vont illustrer grâce à l'outil informatique. Car depuis trois ans, les classes successives de Martine ont concouru dans la catégorie « *techniques Mixtes* ». Un choix dicté par le projet d'école basé sur « *les nouvelles technologies à l'école maternelle* ». Le traitement de texte et un logiciel de dessin remplaçant le crayon et la gomme.

Un regret dans tout cela, peut-être de ne pouvoir se rendre à Angoulême pour en connaître encore plus sur la BD, « *seuls les gagnants en individuel sont invités au festival, hélas pas les classes...* »

Philippe Hermant

Difficile de ne pas remarquer Dimitri et Karim. Des contraires. Le premier se ferait oublier sans aucune difficulté. Le visage blême, installé dans un mutisme saisissant, il ne parvient pas à réprimer le besoin de s'étirer et de bailler. Le second à peine installé remue, se balance sur sa chaise parvenant avec peine à se concentrer plus de quelques dizaines de secondes. Sollicité par le maître, il répond un peu agacé, effronté. Il est treize heures. Hervé Despax, le « maître surnuméraire » vient de démarrer la séance de géométrie avec le premier demi-groupe de la classe de C.P qui compte 17 élèves. Nous sommes à l'école de Fontchevalier à Annonay engagée depuis deux ans dans l'expérimentation relative à l'utilisation de maîtres surnuméraires. Hervé s'adresse de nouveau à Karim: « Tu ne veux pas vérifier ? on a le temps ! ». Il s'exécute non sans réticence. Et à Dimitri : « Tu n'as pas fini ! ». Ce dernier s'est évadé dans son monde alors que les autres terminent d'inscrire sur leur feuille le fléchage du chemin parcouru par l'aimant noir sur le quadrillage : exercice de décodage. « Je ne les lâche pas ». C'est par cette phrase laconique que le maître surnuméraire décrit de manière complice « l'écoute et la disponibilité pour chaque élève » que lui donne le cadre de son intervention. Durant la prochaine séquence de quarante cinq minutes, il prendra en charge le second demi-groupe.

Ici, l'équipe enseignante a choisi d'utiliser le maître supplémentaire sans classe pour le cycle 2. Et lorsqu'on consulte l'emploi du temps détaillé de ce dernier, on s'aperçoit que les 27 heures hebdomadaires sont pleinement utilisées dans une diversité de dispositifs adaptés aux besoins des classes et des élèves. Interventions par exemple avec Marie Françoise la maîtresse de CP en groupe de niveau « lecture » le jeudi matin, ou avec un demi-groupe de la classe de Nayma, maîtresse de CE2, pour l'histoire géo, le jeudi après midi ou encore en binôme avec Sylvie l'enseignante du CE1, en Sciences, le vendredi ou enfin à trois ou à quatre avec les A.E. sur la même classe, ce qui est le cas le samedi matin pour des jeux mathématiques avec la classe de CE1.

Et cette organisation est revue chaque année par le conseil des maîtres en fonction de la constitution des groupes classe, en fonction des élèves et de leurs difficultés. Ce qui est une absolue nécessité pour cette école et



## Un maître de plus pour Annonay

*L'école Fontchevalier d'Annonay s'est offert le luxe d'un maître de plus que de classes. Trois ans après, le bilan ne s'infirmes pas. Merveille, ça marche !*

### Bernard Vigner, directeur

*« Sur les cinq ans écoulés, l'étude comparative des évaluations CE2 dans l'école montre une nette amélioration des résultats. L'écart avec la moyenne nationale s'est réduit de 5 points en français et de 12 points en maths avec un resserrement très net ces deux dernières années ».*

pour ces enseignants de REP qui ont décidé eux-mêmes de ce fonctionnement avec maître surnuméraire « pour trouver un autre moyen de travailler », il y a trois ans, avant même le début de l'expérimentation ministérielle.

L'heure des premiers bilans est arrivée. Côté ministère s'achève la deuxième phase d'observation de l'expérimentation. L'école Fontchevalier a été retenue dans le panel des 12 écoles concernées (voir ci-contre). Côté enseignants, le maître surnuméraire liste les évolutions positives essentielles. « Je vois tous les élèves et je peux faire le lien avec les maîtresses ».

« Le climat avec les élèves s'est sensiblement amélioré. C'est sans doute parce qu'ils nous voient travailler en équipe » poursuit-il pour confirmer la « bonne ambiance » et la cohésion du groupe. « Il n'y a plus d'accidents depuis deux ans, mais c'est aussi dû à la présence des deux aides éducatrices » rajoute Bernard Vigner, le direc-

teur. Marie Françoise insiste sur la richesse d'avoir « plusieurs regards des maîtres » sur les enfants. L'unanimité porte sur l'apport du travail en équipe qui a été fortement dynamisé : ouverture de sa classe, échange sur les pratiques, richesse des prépa-

tions communes... « On ne compte plus le nombre d'heures » dit Hervé actant à la fois le côté positif de la dynamique et son côté négatif, l'absence de temps institutionnalisés pour la concertation et le travail en équipe. Dans ce quartier délaissé, au milieu des barres d'immeubles édifiées dans les années soixante dix, l'école de Fontchevalier s'inquiète des conséquences d'une démographie en baisse. À effectif constant, une nouvelle fermeture de classe pourrait cette fois condamner l'expérience en cours. Les affres d'une gestion aveugle qui pourrait aller jusqu'à ignorer la réalité qualitative du travail des enseignants sans même en attendre le bilan.

Gilles Sarrotte

« Je ne les lâche pas »... C'est par cette phrase laconique qu'Hervé décrit de manière complice « l'écoute et la disponibilité pour chaque élève » que lui donne le cadre de son intervention.

## ETUDES

**Catherine Régnier**,

Direction de la programmation et du développement au Ministère de l'Éducation nationale. Bureau d'évaluation des pratiques et innovations éducatives

### « Le maître surnuméraire a contribué à développer le travail en équipe »

*Où en est-on dans le déroulement de l'expérimentation ministérielle relative à l'utilisation de maîtres surnuméraires ?*

La deuxième phase qui a commencé au mois d'octobre dernier s'achève. La première phase a consisté à obtenir des 67 écoles volontaires retenues un descriptif des organisations pédagogiques rendues possibles grâce à la présence d'un maître surnuméraire (Ma. Su). Trois types d'intervention : la prise en charge des élèves, notamment ceux en difficulté ; des enseignements qui n'étaient pas dispensés dans l'école et des activités, centrées sur le fonctionnement de l'école.

La deuxième phase d'observation s'est voulue un regard plus aigu sur les premiers éléments recensés. 12 écoles volontaires qui faisaient partie du premier panel ont été retenues. Elles ont été sélectionnées pour la diversité des organisations pédagogiques, l'originalité des modes d'intervention du Ma.Su., pour son implication dans le traitement de l'hétérogénéité des élèves. Cette deuxième phase, qualitative a été conduite pour chaque école par des binômes (un IEN et un formateur IUFM) et est en cours d'analyse.

*Sur quels éléments la deuxième phase a-t-elle été fondée ?*

On a ciblé des éléments tels que les projets d'école, l'emploi du temps du maître surnuméraire, les modes et les thèmes d'intervention, l'activité du maître de la classe pendant le temps de son intervention, les bilans que les écoles ont déjà réalisés... Des entretiens ont été menés avec l'I.E.N de la circonscription, le directeur, le maître surnuméraire, l'enseignant qui travaille avec lui, un enseignant de l'école qui n'a jamais affaire à lui mais aussi des parents et des élèves. Ces entretiens ont été centrés autour de quelques thèmes notamment celui de la place du Ma.Su. dans le travail en équipe qu'il a souvent contribué à développer.

*Quand l'expérimentation prendra-t-elle fin ?*

Quand on aura fini cette deuxième phase on aura réalisé ce qui avait été défini par la DESCO <sup>(1)</sup> en septembre 2001 devant le comité de suivi de l'étude.

Les résultats seront disponibles et envoyés aux écoles concernées avant la fin de cette année scolaire.

<sup>(1)</sup> Direction de l'enseignement scolaire

## Évaluations CE2-6<sup>e</sup> : les résultats font le grand écart

La moyenne des résultats des évaluations CE2-6<sup>e</sup> de septembre 2002 révèlent des performances très variables d'un item à l'autre, d'un groupe d'élèves à l'autre.

En mathématiques, le score moyen est de 66,7% de réussite en CE2 et 65% en 6<sup>e</sup>. Si dans le champ « travaux géométriques » les élèves réussissent à 74,8%, le score moyen pour le champ « traitement de données, résolution de problèmes » tombe à 59,9%. Les plus grands écarts entre groupes d'élèves apparaissent pour la capacité à « analyser une situation, organiser une démarche » (entre 31% et 81,4% en CE2).

En 6<sup>e</sup> les capacités à « rechercher une information, l'interpréter, la reformuler » et à « produire une réponse, la justifier » sont également les moins bien développées chez les élèves. Le champ « problèmes numériques » fait même apparaître des scores entre 16,7% pour les plus faibles et 100% pour les plus forts. Les écarts de résultat entre élèves scolarisés en ZEP et les élèves scolarisés hors ZEP/REP sont de 7 points en CE2 et de 13,8 points en 6<sup>e</sup>. En français, à l'entrée de CE2, les élèves ont en moyenne réussi 68,2% des items.

Cependant, on observe dans le champ « savoir écrire » un écart très important entre les 10% des plus faibles (38,9%) et le score des 10% les plus forts (91,1%). L'écart est plus réduit pour le champ « savoir lire » respectivement 45,2% et 88,7%. Ces écarts importants se retrouvent aux évaluations 6<sup>e</sup>.

Alors que la moyenne générale de réussite est de 65,5%, en production de texte, les 10% qui ont les résultats les plus faibles obtiennent des scores inférieurs à 35% de réussite et les 10% qui ont les résultats les plus élevés ont des scores supérieurs à 90%. On peut aussi observer des scores différents entre les élèves scolarisés en ZEP et les autres. Globalement l'écart est de 10,6 points en CE2 et de 11,9 points en 6<sup>e</sup>. Une nouveauté cette année, l'évaluation en début de cinquième.

Lydie Buguet

**L'aide-ménagère à domicile** évolue au 1er janvier 2003. Le barème de participation des retraités est actualisé. Les tranches de ressources sont revalorisées sur la base du taux d'évolution, en moyenne annuelle, des pensions de vieillesse en 2002, soit 2%. En revanche le niveau de participation des retraités demeure inchangé.

**Les conditions d'attribution du chèque-vacances** ont été modifiées au 1er janvier 2003. Toutes les tranches de bonification (25%, 20%, 15% et 10%) des plafonds d'attribution ont été relevé de 7%. Les pas entre parts fiscales des tranches de bonification sont augmentés de 6,6%. Le pas de la tranche de bonification à 20% est uniformisé, ce qui conduit pour les

nombres élevés de parts fiscales à une augmentation des plafonds de près de 20%.



**La troisième édition du Kisaitou 2002**, mise à jour et sensiblement étoffée, complétée par un CD rom, est disponible auprès des sections départementales. **Prix** : 17 euros pour les syndiqués et 25 euros pour les non-syndiqués.

## Questions / Réponses

**En cas de sorties, l'assurance pour les élèves est-elle obligatoire ?**  
L'assurance est exigée pour les sorties facultatives : sorties avec nuitée(s) ou occasionnellement incluant la pause du déjeuner ou dépassant les horaires. En revanche, elle n'est pas exigible pour les sorties obligatoires : régulières ou occasionnelles pendant le temps scolaire.

**Travaillant à temps partiel, je dois partir en stage de formation continue, comment serai-je rémunérée pendant le stage ?**

Pendant la durée d'une formation au cours de laquelle est dispensé un enseignement professionnel incompatible avec un exercice à temps partiel l'autorisation d'accomplir un tel service est suspendue et les intéressés sont rétablis dans les droits des fonctionnaires exerçant leurs fonctions à temps plein. Vous toucherez donc votre salaire sur la base du « temps plein ».

Il est à noter qu'il en est de même pour les congés de maternité et d'adoption.

**Le directeur de l'école est en congé maladie. Un adjoint assure l'intérim. Qui perçoit quoi ?**

Le directeur perçoit son traitement incluant la bonification indiciaire. Si le congé dépasse trente jours, il perd l'indemnité de charges administratives. Le collègue chargé de l'intérim perçoit cette indemnité majorée de 50%. Mais, il ne peut prétendre à la bonification indiciaire.

## Lu dans le BO

- Travaux supplémentaires effectués par les enseignants des écoles – n°3 du 16 janvier 2003
- Retraite complémentaire Modification des montants de cotisation PREFON – n°5 du 30 janvier 2003
- Charte École ouverte – n°5 du 30 janvier 2003
- Déclaration à effectuer pour l'accueil de mineurs dans les centres de vacances, les centres de loisirs et les placements de vacances – n°5 du 30 janvier 2003

### MONTANT MENSUEL APRÈS CRDS DES PRINCIPALES PRESTATIONS FAMILIALES

Allocations non soumises à condition de ressources	Montant
<i>- Allocations familiales</i>	
1 enfant (DOM exclusivement)	20,34
2 enfants	110,71
3 enfants	252,55
Par enfant en plus	141,84
Majoration par enfant de 11 à 16 ans	31,14
Majoration par enfant de + de 16 ans	55,36
<i>- Allocation parentale d'éducation (APE)</i>	
Cessation totale d'activité	493,22
Activité à temps partiel (max. 50%)	326,13
Activité entre 50% et 80%	246,63
<i>- Allocation d'éducation spéciale (AES) (par enfant et par mois)</i>	
par enfant handicapé	111,26
Complément 1 <sup>ère</sup> catégorie	83,44
Complément 2 <sup>ème</sup> catégorie	225,99
Complément 3 <sup>ème</sup> catégorie	319,87
Complément 4 <sup>ème</sup> catégorie	495,69
Complément 5 <sup>ème</sup> catégorie	633,51
Complément 6 <sup>ème</sup> catégorie	930,06
Allocations soumises à condition de ressources	Montant
Allocation d'adoption	158,97
Complément familial (3 enfants de + de 3 ans)	144,09
Alloc. pour jeune enfant (enfant de - de 3 ans)	158,97

\* plafonds: ménage avec un revenu  
1 enfant: 17 318 euros. ; 2 enfants: 20 782 euros. ; 3 enfants: 24 938 euros. ; 4 156 euros. par enfant supplémentaire.  
Majoration pour les ménages où les deux conjoints travaillent et pour les allocataires isolés: + 5 568 euros.

# Où il est question du pays des tasses, d'une timbale et de Griftou...

Le concours de conte organisé par la BNF France 5, la joie par les livres et le SNUipp prend fin le 8 février. Détour par la Marne dans une des 1600 classes inscrites au concours.



Sur le fil de l'histoire que racontent les enfants de la CLIS de l'école du Verrier de Reims, on rencontre un garçon qui a très, très faim, Grignote, une souris cachée dans une timbale magique et Griftou, un chat maléfique. Le conte est aujourd'hui terminé et tapé. Le fil de l'histoire traverse la classe. Des objets, des dessins, des mots, suspendus, viennent aider les enfants, pour la plupart non-lecteurs, à mémoriser les étapes de leur histoire. Pour en arriver là, leur institutrice, Philoména Petta, leur a d'abord proposé un passage par les contes « *randomnés* ». Ils en ont lu, en ont racontés à leurs camarades de CP. Le langage s'est structuré au rythme de la répétition des formes syntaxiques. « *Ensuite, nous avons choisi les éléments du récit sur le site de la BNF*, explique Philoména. *Nous nous sommes surtout intéressés à quatre des éléments, le héros, le personnage maléfique, le personnage bénéfique, et l'objet magique* ». Les enfants ont peuplé les murs de leurs classes de princesses, d'ogres, de bottes tirés des contes traditionnels comme « *Le petit chaperon rouge* », « *Cendrillon* », « *Le petit Poucet* ». Des lectures successives, l'observation des

images a permis aux enfants de fixer les étapes des récits. « *Ils ont redécouvert ces histoires qu'ils connaissaient souvent assez partiellement* », explique Philoména. Quatre versions des contes de Perrault trônent dans la classe, dont celle illustrée par Gustave Doré, qui a, plus que les autres, marqué l'imagination des enfants. Si travailler sur les contes a de nombreux

intérêts syntaxique ou narratif, leur lecture met aussi en valeur leur dimension affective qui est particulièrement sensible pour ces élèves en difficulté. « *Les enfants par identification peuvent être amenés à penser que la mauvaise opinion qu'ils ont d'eux-mêmes est fautive* », commente Philoména.

L'écriture du conte leur a aussi permis d'exprimer des désirs, des peurs. Alors que certains enfants s'exprimaient peu à l'oral, ils investissent l'histoire et partagent leurs idées. C'est la première année que Philoména s'est lancée dans un projet aussi « *poussé* » sur les contes. A voir l'intérêt des enfants et leur plaisir à raconter, dessiner leur histoire, on imagine que ce ne sera pas la dernière.

Pour le moment, avant d'envoyer le conte, sa relecture amène à peaufiner certaines parties du texte écrit. La timbale est-elle en argent ou en or ? Comment Miam, le héros sait-il que la timbale est magique ? Des détails qui ne changent rien à principal : l'histoire termine bien.

Lydie Bugu

## En ligne

### Le polar en primaire, dossier en ligne

Le Scréren-cndp a mis en ligne au mois de janvier un dossier très complet sur le polar en cycle 3. Ce thémat@doc propose des repères sur le genre policier en général et des pratiques pour la classe.

Choix du roman, mise en réseau des titres, entrée en lecture, étude intégrale d'une œuvre, projet d'écriture... autant d'activités qui démontrent l'intérêt pédagogique du genre. <http://www.cndp.fr/the-madoc/>



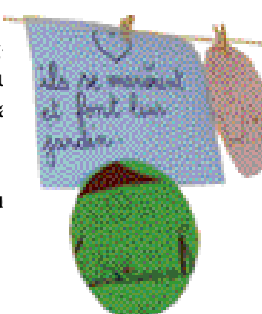
### Test de cédéroms

ADAPT-Snes fait tester par des bénévoles du premier et du second degré, de nombreux cédéroms simplement éducatifs ou spécifiquement destinés à l'enseignement. A ce jour, plus de 400 produits ont été analysés. Les comptes-rendus sont accessibles sur le site.

La majorité de ces CD intéresse le premier degré. L'association essaie notamment de repérer des éditeurs peu connus, qui parfois offrent des outils de qualité, bien adaptés à l'enseignement. Si l'utilisation des outils multimédias vous intéresse, vous pouvez rejoindre l'équipe de testeurs en écrivant à Alain Prevot, Adapt-Snes, 237 Bd Saint Germain, 75007-Paris, tél. 0140632770, fax 0140632776, mail : [adapt@snes.edu](mailto:adapt@snes.edu) En visitant le site, vous êtes invités à faire part de vos remarques pour qu'il puisse au mieux répondre à vos attentes. <http://www.snes.edu/~adapt/>

### Le site du SNUipp

Sur le site du SNUipp toutes les informations qui concernent les enseignants du premier degré, les dossiers, les bonnes adresses... <http://www.snuipp.fr/>



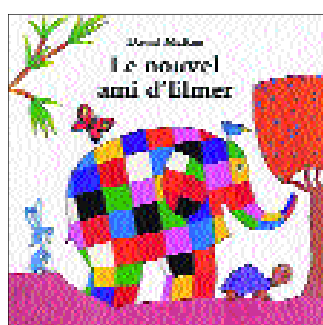
# Éléphant, mon frère

Depuis les grands classiques comme Babar (1), roi-citoyen de Célesteville, Oncle éléphant (2), si sympathique ou Rosebonbonne (3), la petite éléphante qui revendique l'égalité des sexes, l'éléphant est dans les livres de jeunesse un vrai personnage dont la destinée est souvent liée à celle de l'homme voire symbolique

### L'alter ego

**Le nouvel ami d'Elmer (et autres titres) (A), D. Mac Kee – KALEIDOSCOPE 2002 (8,50 euros) Cycle 1**

Elmer, le petit éléphant à carreaux multicolores a un nouvel ami. Les animaux de la forêt s'interrogent : est-il grand comme la girafe, sait-il sauter comme le kangourou, ramper comme le serpent, se baigner comme l'hippopotame ? Il faut attendre la dernière page, son miroir encadré et le visage qui s'y reflète pour que le petit lecteur découvre avec délice que le nouvel ami d'Elmer... c'est lui !

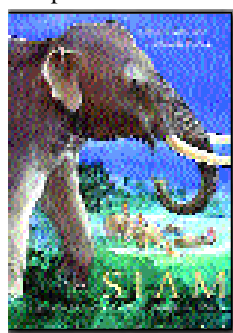


avant de prendre sa retraite à Paris... Comme une vie d'homme, quoi, avec ses zones d'incertitudes, ses joies, ses souffrances. Un album émouvant aussi par la grâce minutieuse des illustrations de F. Place.

L'album « Maman me fait un toit » de P. Favaro et F. Malaval (SYROS) évoque aussi les heurts et malheurs qui tissent la vie de l'éléphant narrateur, de sa naissance à la vieillesse, avec un texte répétitif et poétique, symboliquement illustré dans des tons noirs et jaunes.

**Siam, la grande histoire de Siam éléphant d'Asie (A) D. Conrad, F. Place – RUE DU MONDE 2002 (19,80 euros) Cycle 2**

Vous le connaissez peut-être Siam, c'est le majestueux éléphant du Muséum d'Histoire naturelle de Paris ! Il y règne depuis sa mort au Zoo de Vincennes en

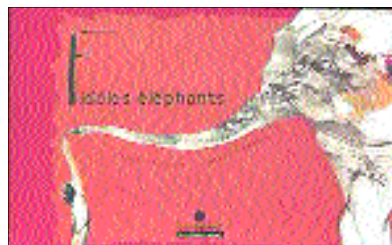


1997. C'est son histoire vraie que nous conte, remontant jusqu'à sa naissance en 1946 dans la forêt indienne, son ami le gardien du zoo. L'éléphanteau capturé et domestiqué, a eu une vie mouvementée, il a été exploité durement par ses maîtres, il a défilé dans les processions religieuses, travaillé dans un cirque, tourné un film...

**Fidèles éléphants (A), Y. Tsuchiya, B. Roberts LES 400 COUPS 2001 (7,93 euros) Cycle 3**

**Le zoo sans éléphant (R) - R. Saïto – ECOLE DES LOISIRS (Neuf) réédité en 2001 (7,50 euros) Cycle 3**

L'album de Y. Tsuchiya et le roman de R. Saïto évoquent tous deux un épisode véridique et tragique de la Seconde guerre mondiale au Japon et sont d'émouvants plaidoyers contre la cruauté des guerres. En 1943, l'armée japonaise ordonne de tuer tous les fauves des zoos de peur que, prises sous les bombardements américains, les bêtes ne s'échappent et ne deviennent dangereuses. Les trois éléphants de Tokyo aussi doivent périr. Mais l'un d'eux, Tonki, refuse la nourriture empoisonnée et



est condamné à mourir de faim. Avec l'aide clandestine et dérisoire des gardiens, il résiste deux mois mais s'éteint à son tour... Six ans après sa mort, une action nationale des enfants japonais exige et obtient un nouvel éléphant pour le zoo. Au Japon, tous les enfants connaissent l'histoire des fidèles éléphants, elle est lue chaque année à la radio japonaise, le 15 août, et constitue un message d'espoir pour la Paix dans le monde.

**Conte des origines**



**L'enfant d'éléphant (A) R. Kipling, J.A. Rowe - NORD-SUD 1993 (11,28 euros) Cycle 2**

Savez-vous pourquoi les éléphants ont une trompe, alors qu'il y a des temps et des temps, ils n'avaient qu'un petit bout de nez ? C'est grâce à un petit éléphant désobéissant et curieux qui voulait savoir ce que mange le crocodile. Il alla poser la question au crocodile lui-même, qui saisit aussitôt son dîner par le nez. Mais l'éléphanteau tira, tira si fort pour se libérer que son nez s'allongea démesurément. Depuis les éléphants ont donc une trompe, super-pratique d'ailleurs.

Le conte existe aussi au SORBIER, illustré par M. Angéli dans le recueil « Histoires comme ça »

Marie-Claire Plume

### Autres titres

Les éléphants de Noé (R), L. Warren – EPIGONES 2002 (4,65 euros) Cycle 2

Nsoko l'orphelin (A/D), C. Hellings, D. Mwankumi – ECOLE DES LOISIRS (Archimède) 2002 (12 euros) Cycle 2

Le 397<sup>e</sup> éléphant (R), R. Guillot - POCKET 1998 (3,96 euros) Cycle 3

## Porto Alegre embraceu o mundo



**P**ar semée d'affiches portant ce message à l'occasion de la tenue du 3<sup>ème</sup> Forum Social Mondial, la ville brésilienne de Porto Alegre abritait en même temps le Forum mondial de l'Education, un forum des « autorités locales pour l'inclusion sociale », un Forum des enfants et un camp international de 25 000 jeunes.

Lancé il y a 3 ans pour faire contrepoids au Forum économique mondial de Davos rassemblant les décideurs de la planète, le Forum Social est devenu un lieu incontournable de rassemblements des citoyens et des forces sociales pour qu'un autre monde soit possible face aux logiques libérales qui veulent s'imposer sur la planète.

La tenue de ce Forum en Amérique latine permettait en outre de donner une visibilité internationale aux changements en cours dans ce continent trop longtemps sous le joug de directives du FMI qui ont conduit des pays comme l'Argentine dans un état de dislocation sociale avancée.

Du 23 au 28 janvier, ce sont plus de 100 000 personnes (le double de l'an dernier) venant de 156 pays qui ont participé d'une façon ou d'une autre aux travaux du FSM. 21 000 d'entre elles représentaient 5 700 organisations, dont le SNUipp et la FSU, s'impliquant dans les quelques 1 300 ateliers de débats. Les 5 thèmes principaux du FSM autour desquels étaient structurés ces ateliers portaient sur le développement démocratique durable, l'élaboration de principes et de valeurs pour les droits humains, la place des médias et de la culture dans l'affirmation d'une contre hégémonie, l'articulation du pouvoir politique et de la société civile pour un projet démocratique, le combat contre la militarisation pour un ordre mondial démocratique.

Allant du campus universitaire de la PUC aux salles de débats sur l'ancien port puis

au Gigantino (gymnase de 15 000 places), les dizaines de milliers de participants choisissaient pendant ces 5 jours les lieux de débats les plus divers où se côtoyaient les pays, les langues, les professions, les organisations, les préoccupations, les propositions. Et dans le même temps, de cette diversité émergeait une réelle unité de critiques de la globalisation libérale, un refus partagé des logiques de guerre à l'œuvre, une volonté commune de rechercher les voies d'alternatives à proposer, une aspiration à construire ensemble par delà les pays et les continents des mobilisations internationales pour changer le cours des choses.

**Le mouvement syndical international était présent dans sa diversité dans ce 3<sup>ème</sup> FSM,** s'impliquant ainsi encore plus dans le mouvement alter mondialiste. Ouvert par les secrétaires généraux de la CISL et de la CMT (internationales syndicales), un séminaire de 2 jours a rassemblé des représentants de toutes les organisations syndicales de la planète et a montré une volonté de construire des mobilisations communes avec les associations déjà impliquées. Cheville ouvrière du comité d'organisa-

tion du Forum, la puissante CUT brésilienne (8 millions de membres) a ouvert l'assemblée générale des mouvements sociaux qui s'est tenue durant le FSM. Des dizaines de représentants d'associations, de syndicats y ont confronté leurs propositions de coordination des actions internationales dans les mois qui viennent.

**Trois grands moments de rassemblements ont marqué les esprits des participants :** la manifestation d'ouverture où plus de 100 000 personnes ont défilé dans les rues de Porto Alegre « contre la guerre, contre le libéralisme, contre l'impérialisme », le meeting tenu avec le nouveau président Lula qui s'expliqua devant 80 000 participants sur le sens de sa venue au FSM puis de son voyage à Davos, et la manifestation de fin du Forum tournée principalement contre la zone de libre échange des Amériques (ALCA).

Rendez-vous est pris en 2004 en Inde pour le prochain FSM qui sera précédé d'importantes mobilisations internationales et du Forum Social Européen en novembre à Paris/St. Denis.

**Laurent Zappi**

### Le Forum Mondial de l'Education

Rassemblant plus de 15000 participants venant de 100 pays, il a permis une confrontation des attentes existant dans des pays bien différents concernant l'éducation. Ouvert par un hommage à Pierre Bourdieu fait par Bernard Charlot, ce forum a systématiquement mis en relief les liens entre l'éducation et les choix sociaux plus généraux. L'intervention du nouveau ministre de l'éducation brésilien mettait en avant la nécessité de donner les moyens aux enseignants, à la société brésilienne d'éradiquer l'analphabétisme encore massivement présent. Une Charte présentant des engagements communs sur les questions d'éducation a été présentée. Elle a vocation à préparer l'élaboration d'une plate-forme mondiale pour l'éducation " pour tous les peuples de la terre " afin " de construire l'éducation dans un autre monde possible ".

## Leur a vis

**Gérard Bréat, directeur de recherche à l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale) dans un secteur consacré à la santé des femmes et des enfants**

« Il est difficile d'établir un lien direct avec les fermetures de maternités et l'amélioration de la santé de la mère et du nourrisson. En outre, les restructurations et réorganisations ont permis de transférer les grossesses à risque vers des maternités de niveau III, nettement mieux équipées. Globalement, sur les vingt-cinq dernières années, le taux de mortalité maternelle a été divisé par deux. Soit 11 décès pour 100 000 naissances, contre 8 pour 1000 en 1994 ».

**Daniel Raudrant, chef de la maternité de l'Hôtel Dieu à Lyon et membre du Collège national des gynécologues obstétriciens français (CNGOF)**

Le CNGOF suggère depuis longtemps de « centraliser les accouchements pour régler les problèmes de sécurité et de démographie. Mais le seuil d'acceptabilité demeure les 3000 naissances annuelles. À cette taille, le personnel se connaît, et peu effectuer un véritable travail d'équipe ».

**Nathalie, jeune mère de 32 ans :**

« Même si les centres proposés par le gouvernement seront performants, je pense que ce seront des « accouchoirs », totalement déshumanisés. Alors que c'est un moment dans la vie d'une femme et de son bébé où l'accompagnement est essentiel. On a besoin de conseils et de temps pour la mise en place de l'allaitement, les soins au bébé... »

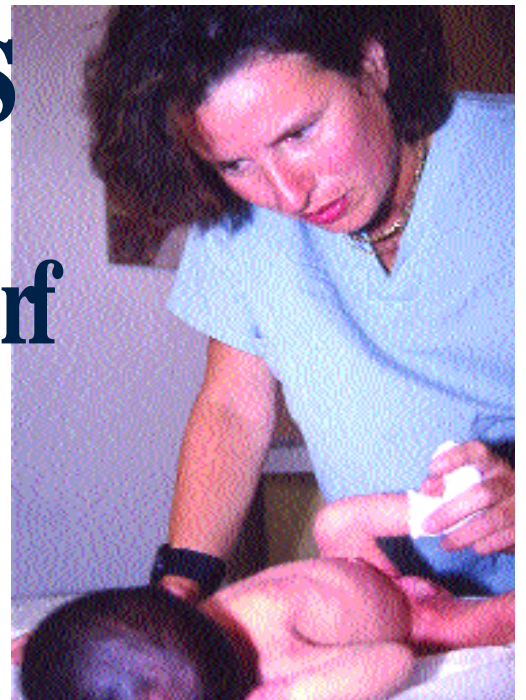
# Maternités au bord de la crise de nerf

**Le boom des naissances, la réduction du temps de travail, la réforme Mattéi, l'isolement des petites établissements de province... Autant de sujets qui mettent à mal les maternités.**

**E**n 2002, 796 000 naissances ont été recensées en France. Un chiffre qui confirme la première place française en Europe. Ce mini boom des naissances (la natalité rejoint celle des années 1980 même si 2002 marque une baisse de 8000 naissances) met les maternités en difficultés. Elles manquent de lits, mais surtout de personnels. Situation que n'arrangent pas les 35 heures et la nouvelle directive européenne imposant aux médecins un maximum de 48 heures de travail hebdomadaire, gardes comprises, avec repos obligatoire d'au moins 11 heures après chaque garde.

Alors, que faire ? « Poursuivre les restructurations de petites maternités, entamées depuis 1998, en transférant une partie du personnel dans les grandes structures », annonce Jean-François Mattéi, ministre de la santé. Il propose de « regrouper les accouchements » dans des établissements disposant d'un « plateau technique avec le personnel et les équipements nécessaires », et de créer des « centres de périnatalité de proximité » pour accueillir les mères et les bébés au lendemain de l'accouchement. Utopique, selon Daniel Raudrant, du Collège national des gynécologues obstétriciens français (CNGOF) et chef de la maternité de l'Hôtel Dieu à Lyon, qui fermera en 2008. Les fermetures de maternité suscitent à chaque fois de telles controverses, que les pouvoirs publics cèdent. En 2002, une cinquantaine de maternités réalisaient moins de 300 accouchements, alors que vingt kilomètres les séparent d'une autre, avec du personnel inoccupé.

**Mais les mères y tiennent, rassurées de savoir leur lieu d'accouchement à moins d'une heure de route.** Cependant, ces maternités inquiètent en même temps qu'elles rassurent : leur isolement,



*Les mères sont rassurées de savoir leur lieu d'accouchement à moins d'une heure de route*

l'absence de plateaux techniques hospitaliers plaident en faveur du regroupement. D'autant que des grossesses à risque continuent d'être prises en charge dans des structures insuffisamment équipées. Selon le CNGOF, cette situation n'est pas sans incident sur la morbidité maternelle, particulièrement celle due à des hémorragies au moment de la délivrance (30 % des décès en France contre 10 % en Grande-Bretagne). Un meilleur diagnostic et une prise en charge plus rapide pourraient en réduire le nombre, ainsi que celui des bébés prématurés en constante augmentation, (7,2 % en 2001, contre 6,8 % en 1998).

Dans la banlieue de Lyon, Jean-Claude Gourat, directeur de la clinique de l'Arbresle (Rhône), a trouvé une alternative à la fermeture pure et simple de sa maternité. En 1997, il a créé un centre périnatal, en instaurant un partenariat avec la clinique du Val d'Ouest à Lyon, qui réalise 2500 accouchements par an. Assurant la surveillance prénatale, la structure envoie depuis 1997 ses patientes accoucher au Val d'Ouest à Lyon, avant de les reprendre en charge pour le repos post-partum. Mères et nourrissons y retournent généralement six heures après la naissance. Le système n'a pas satisfait totalement les populations qui se sont battues contre la fermeture de la maternité. Mais le débat est de toute manière ouvert. Et comme on l'a compris, urgent.

**Anne Isabel**

## Cinéma

### Respiro

Il faut revenir sur ce film et son succès français surprenant. C'est la première fois depuis longtemps qu'un film italien est reconnu ici, sans être signé Benigni ou Moretti. Le public est enthousiaste sans doute de retrouver un cinéma qu'il a oublié d'aimer depuis de nombreuses années. Ce n'est pas que les bons films manquent en Italie. Mais ils sont peu ou pas distribués chez nous et les coupables sont des deux côtés des Alpes. Profitons donc de ce Respiro pour énoncer sa qualité essentielle. Cette qualité c'est, tout bêtement, le bon goût de son auteur, Emanuele Crialesi, Italien formé aux États-Unis, rentré chez lui pour réaliser son deuxième long-métrage. Tout dans cette histoire était prétexte à cliché et à déjà vu. Les paysages rosselliniens, la société arriérée qui empêche les personnalités



de s'exprimer, surtout celle des femmes, les libertés que prend le Sud de l'Italie avec la loi et les règlements, la cruauté des enfants, la sacralisation/dévalorisation des mères, des épouses, des filles. Jusqu'à la chronique de la tragédie annoncée. Avec ces points de départ, Crialesi ne cesse de surprendre, de raffiner son propos, d'éviter toutes les facilités. Tant sur son esthétique que sur son propos, il réussit ses paris et invente une somptueuse conclusion. En filmant paysages et personnages avec une telle finesse et un tel sens de la nuance, il donne envie de courir soi-même vers cette île de Lampedusa où on invente de si belles histoires.

René Marx

## Musique

### Détroits

La musique comme un bras de mer entre deux terres rapprochées. « Les deux Andalousies » est le témoignage de cette séparation géographique qui devient union musicale. La compagnie Marc Loopuyt jette le pont entre la musique andalouse, le flamenco et la musique traditionnelle du Maghreb. De la guitare flamenco, il passe au luth oriental oud. L'Andalousie est multiple, à la fois occidentale, orientale, juive et gitane. Elle s'est enrichie des métissages de l'Histoire.

« 17 Hippies » correspond également à cette image du chenal, du passage ouvert à la navigation musicale entre plusieurs mondes. Le trio allemand s'est peu à peu transformé

en orchestre aussi disparate que possible, contrebasse, violoncelle, trombone, clarinette, banjo, trompette, cornemuse... Une énergie extraordinaire au service de musiques populaires, de fanfare jazz, de rythmes rock ou d'accents yiddish.



Laure Gandebeuf

« Les deux Andalousies »  
Compagnie Marc Loopuyt  
Collection Musique du Monde  
Buda Musique  
17 Hippies « Sirba » Buda Musique.

Le Festival de l'imaginaire est organisé par la maison des cultures du monde de Paris, du 24 février au 12 avril. Danse, théâtre, musique, de Bali au Congo, de la Serbie à l'Ouzbékistan. Renseignements au 01 45 44 72 30.

## L'agenda

### La « planète eau »

Une plongée interactive dans les profondeurs de l'océan organisée avec le concours du Cestar-Arras, les CCSTI Provence-Méditerranée-Marseille, la cité des sciences et de l'industrie et la Maison de la nature et de l'environnement de Lille.

Forum des sciences. Tél : 03 20 19 36 36. Jusqu'au 16 mars 2003 à Villeneuve d'Ascq.

### Forum Retz-Le Monde de l'éducation Enseignants et psychologues. Quelles collaborations ?

Annette Karmiloff-Smith, neuropsychologue, Michel Fayol, professeur de psychologie cognitive à l'université de Clermont-Ferrand, Rémi Brissiaud, maître de conférences à l'IUFM de Versailles... s'interrogeront sur les acquis de la recherche en psychologie par rapport au langage et à son acquisition par les enfants. La formation des enseignants sera aussi en question.

Rens. : Editions Retz. Tél : 01 45 87 57 17 ou mail forum@editions-retz.com

Le 5 mars, maison de la mutualité à Paris.

### Femmes et travail en Europe

Les mutations de l'environnement social, le rôle des politiques publiques et/ou des associations, l'attitude des entreprises, la place de l'activité professionnelle dans la vie des femmes et ses conséquences. Colloque organisé par le Centre de recherche Civilisations et Identités culturelles comparées (univ. Cergy Pontoise) et le Laboratoire Redéploiement industriel et innovation (univ. Côte d'Opale). <http://www-heb.univ-littoral.fr/rii>  
Contact : E-mail : [boutilli@univ-littoral.fr](mailto:boutilli@univ-littoral.fr)

Du 20/3/2003 au 21/3/2003 à Cergy-Pontoise.

### Les enfants pauvres en France

Colloque organisé par le Conseil de l'Emploi, des Revenus et de la Cohésion Sociale, avec la collaboration de chercheurs en sociologie, économie, sciences de l'éducation... Contact : 01 53 85 15 00 ou e-mail : [cerc@cerc.gouv.fr](mailto:cerc@cerc.gouv.fr)

Le 21 mars 2003 à Paris.

# Le jeu de l'ennui et du désir à l'école

*Qu'est ce qui a conduit le C.N.P. à organiser un colloque sur l'ennui à l'école ?*

Organiser des colloques fait partie de notre cahier des charges. C'est une volonté de partager avec le public, les enseignants, notre réflexion sur les programmes. Il nous a paru intéressant de poser des questions qu'on ne pose pas ailleurs. Le thème de l'ennui s'est imposé. Le reproche de l'ennui, fait à l'école, aux enseignants et à la société, revient souvent. Est-ce simplement un épiphénomène, un fantôme, une mythologie, ou est-ce véritablement cause de problèmes à l'école aujourd'hui ? Que l'école puisse former des gens qui ne répondent pas à ce qu'on peut attendre d'un citoyen d'une société moderne et démocratique, que la violence ait pénétré dans l'école sous une forme aujourd'hui stigmatisée, généralisée, nécessite qu'on s'interroge sur les causes.

*Selon un constat qui semble patagé les élèves ne s'ennuient plus en silence, ils le manifestent. Comment ?*

Il y a une façon discrète pour l'ennui de se manifester, c'est le désintérêt de l'élève qui est une conséquence de l'échec scolaire. Dans ce cas, il n'y a plus de concentration, plus d'effort, plus de tension au niveau des capacités intellectuelles, et cela s'accompagne d'un effet retard au moment des examens, et surtout au moment de se retrouver dans la vie active. C'est probablement la chose la plus grave. Et puis il y a l'élève qui s'ennuie et qui va contribuer à propager l'ennui. Cela va conduire à la formation de bandes qui vont vivre ensemble cet ennui et lutter ensemble contre cet ennui sous forme de mouvements souvent dirigés contre les autres, contre le professeur ou contre les élèves... L'échec, lui aussi est contagieux et risque très vite de contaminer le maître. On dit d'ailleurs que les maîtres s'ennuient encore plus à l'école que les élèves...

*Face à un certain sentiment d'impuissance, qu'est-ce qui pourrait être une aide pour les enseignants ?*

S'il ne sent pas qu'il fait naître le désir d'ap-



**Jean-Didier Vincent,**  
président du Conseil  
national des programmes (CNP),  
est neurobiologiste, professeur à Paris XI  
et à l'Institut universitaire de France.

prendre, qu'il n'entraîne pas la mobilisation de sa classe dans un but commun qui est d'acquérir du savoir, le maître aura deux réactions. Soit il fera de moins en moins bien son travail, soit il adoptera parfois un comportement agressif à l'égard de ces « mauvais » élèves. C'est un risque. Le remède c'est d'aider le maître. Il faut une formation continue qui soit très prégnante surtout aux débuts pour les jeunes professeurs. La formation, les IUFM, leurs rapports avec les universités et surtout la formation continue sont des priorités. Il faudrait revoir la qualité et le contenu des licences qui vont préparer au concours d'entrée à l'IUFM, non pas faire des licences spécialisées qui déboucheraient uniquement sur l'enseignement mais faire que l'on puisse acquérir dans les différentes licences cette pluridisciplinarité, cette culture générale transmissible qui doit être le bagage absolument indispensable de celui qui sera plus tard un professeur.

*Les résultats de vos expériences sur les rats peuvent-ils apporter des éléments de réponse à cette question de l'ennui ?*

Parler des rats pour des choses spécifiquement humaines est très mal perçu. L'ennui est cependant une dimension qui dépasse très largement l'humain. On sait que les animaux s'ennuient. Vous les voyez dans les zoos. Ils s'agitent, ils tournent, ils ont une activité qui n'est plus liée à un but. Les rats effectivement s'ennuient s'ils ne sont pas stimulés et ils vont réagir par la violence, par des stéréotypies. Il y a des rats qui s'ennuient plus facilement que d'autres, ça implique tous ses systèmes désinhibiteurs. L'ennui est couplé au désir et à la faiblesse du désir qui progressivement n'est plus soutenu par des récompenses...

*L'environnement jouerait-il un rôle déterminant ?*

C'est très important. Le fait qu'un environnement soit monotone, vide, provoque une véritable douleur, ce qu'on appelle une aversion, chez le rat comme chez l'humain. L'ennui est une véritable drogue qui peut souvent pousser à une action. Si elle n'a pas de but, elle sera désordonnée ou bien dirigée contre d'autres animaux, voire contre soi-même. Cette situation risque de conduire à une véritable pathologie que l'on est obligé d'étudier expérimentalement, non pas sur l'humain, mais sur des animaux. Le fait de savoir que l'ennui existe chez l'animal ne doit pas conduire à apporter une solution biologique au problème de l'ennui à l'école. Soigner l'ennui, ça passe par une écoute du jeune par une amélioration du milieu dans lequel il se trouve. On ne peut surtout pas soigner l'élève comme on peut droguer les rats. Nous ne sommes pas des bêtes mais des animaux capables de pensée... Une des réponses à l'ennui, c'est la consommation de drogues, mais bien entendu le remède à la drogue ce n'est pas de mettre des dealers en prison ou d'aller faire des discours moralisateurs aux jeunes, c'est de faire en sorte que cette société ne laisse plus passer la drogue.

Propos recueillis  
par Gilles Sarrotte